



Rapport annuel



FICHE D'IDENTITÉ

PISCINES DESJOYAUX S.A.

Siège social

42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280
42484 La Fouillouse cedex FRANCE
Tél. 33 (0) 477 36 12 12 Fax. 33 (0) 477 36 12 10

Activité du Groupe

Fabrication et commercialisation de piscines et articles périphériques

Président du Conseil d'Administration

Monsieur Jean-Louis DESJOYAUX

Administrateurs

Madame Catherine JANDROS
Monsieur Nicolas DESJOYAUX

Président Directeur Général

Monsieur Jean-Louis DESJOYAUX

Directeur Général Délégué

Madame Catherine JANDROS

Commissaires aux comptes

Michel TAMET et Associés • Monsieur Michel TAMET
SECA FOREZ • Monsieur Pierre GÉRARD

RCS 351 914 379

Code Bourse ISIN FR0000061608



SOMMAIRE GÉNÉRAL

Préambule	3
Rapport de Gestion social et consolidé	7
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	30
Bilan consolidés et Annexes	31
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	58
Comptes annuels et Annexes	59
Rapport spécial sur les conventions réglementées	70
Textes des résolutions à l'AGO	73



Née d'une expérience personnelle, la piscine Desjoyaux est devenue un concept, un savoir-faire, une réussite. En 1966, Jean Desjoyaux, alors entrepreneur en maçonnerie, construit sa première piscine pour offrir à ses enfants un lieu de vacances à la maison. C'est la naissance d'un nouveau genre de piscine qui repose sur deux concepts exclusifs et différents: la structure monobloc et la filtration sans canalisation.

En 1974, Jean Desjoyaux constitue la société Forez Piscines pour soutenir ce concept innovant. Il est alors rejoint par son premier concessionnaire, Patrice Payre à Clermont-Ferrand. Le groupe Piscines Desjoyaux réalise alors 120 piscines par an.

En 1978, le premier brevet sur le coffrage "perdu" est déposé. Il s'agit d'un coffrage permanent actif dont la composition n'a cessé d'évoluer avec le temps.

En 1983, un système de filtration sans canalisations est créé : un produit révolutionnaire.

En 1984, débute la constitution d'un réseau de concessionnaires exclusifs. Aujourd'hui, le groupe compte plus de 300 points de vente dans 86 pays (y compris DOM-TOM). 9 magasins en propre sont exploités en France et le Groupe Piscines Desjoyaux compte ouvrir 3 nouveaux points de vente.

En 1991, le Groupe investit dans un nouveau site de production marquant le passage de l'artisanat à l'industrie. C'est la démocratisation de la piscine grâce à la diminution des prix de vente. Les réalisations passent à 4 450 piscines par an.

Ces dernières années, ce sont 50 millions d'euros qui ont été investis par le Groupe Piscines Desjoyaux pour garder son avantage concurrentiel à travers le développement de nouveaux produits visant à l'élargissement de la gamme Desjoyaux (escalier jet set, nouvelle face avant, abris, escalier intérieur...), une conquête de nouveaux marchés (6 filiales internationales) et une industrialisation du processus de fabrication de piscines.

En 2011, le groupe lance le projet d'intégration de la fabrication du liner entièrement automatisé sur site.

Aujourd'hui, le Groupe Piscines Desjoyaux compte 232 collaborateurs et s'est doté d'une organisation efficiente afin de garantir une présence forte tant sur le plan national avec un maillage dense du territoire: 9 magasins en propre et 143 points de vente exploités sous forme de concession exclusive, que sur le plan international avec un rayonnement au travers d'importateurs exclusifs dans 85 pays (y compris DOM-TOM).

Ces dernières années, le Groupe a renforcé sa stratégie commerciale à l'international à travers la création de 5 filiales de commercialisation sur des marchés prometteurs : la Chine, le Brésil, les Etats-Unis, l'Allemagne, ou encore l'Italie. Le groupe s'est ainsi doté de moyens lui permettant d'asseoir sa position de leader européen en développant le modèle qui a fait son succès en France sur les marchés les plus porteurs.

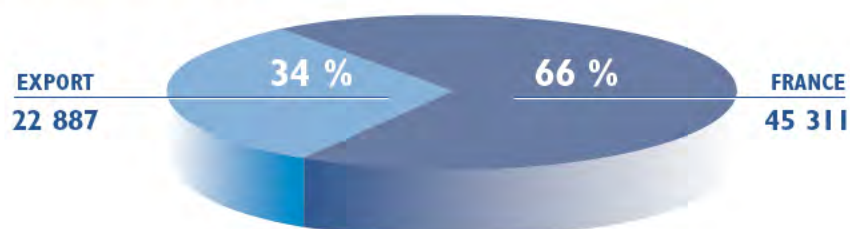
CHIFFRES CLÉS Au 31 Août 2013

Données en K€	Exercice 2012/2013	Exercice 2011/2012	Variation %
Chiffre d'affaires	68 198	74 744	(8,8 %)
Résultat opérationnel courant	4 434	5 868	(24,3 %)
Coût de l'endettement financier net	(660)	(844)	(21,8 %)
Résultat net part du Groupe	1 958	3 036	(35,5 %)

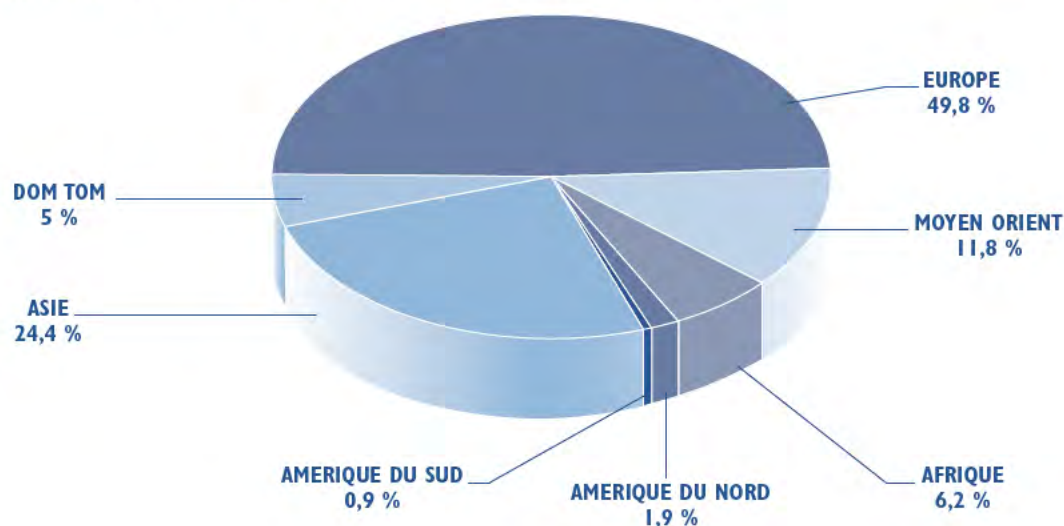
CHIFFRES D'AFFAIRES CONSOLIDÉS EN K€



CHIFFRES D'AFFAIRES PAR ZONE EN K€

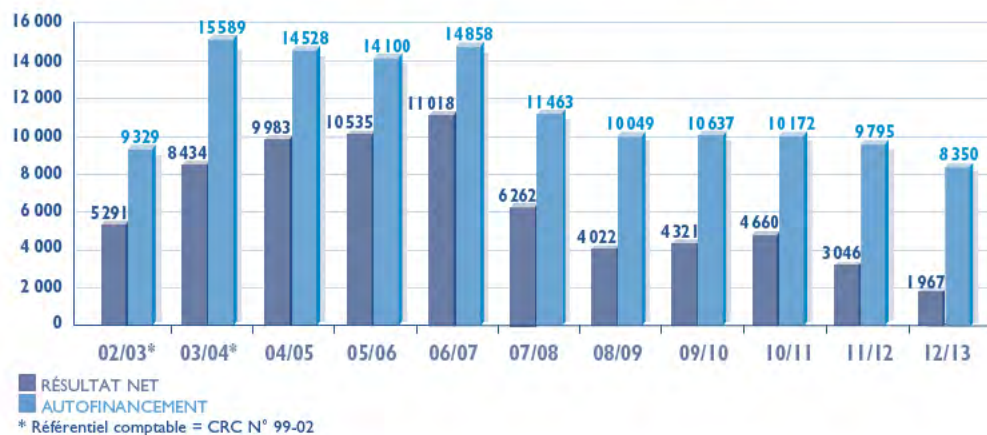


RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EXPORT





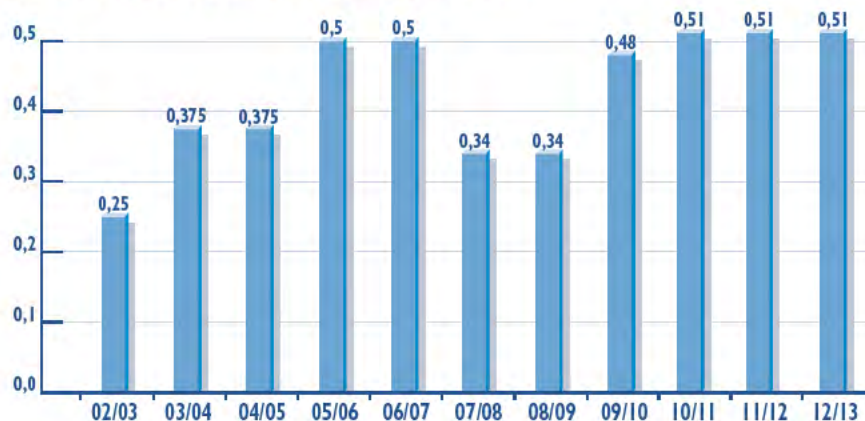
ÉVOLUTION RÉSULTAT ET AUTOFINANCEMENT EN K€



ÉVOLUTION ENDETTEMENT ET CAPITAUX PROPRES EN K€



DIVIDENDES DISTRIBUÉS PAR ACTION





ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à La Fouillouse, le 9 décembre 2013

Jean-Louis Desjoyaux
Président du Conseil d'Administration
Directeur Général



RAPPORT DE GESTION SOCIAL ET CONSOLIDÉ
Au 31 Août 2013

SOMMAIRE RAPPORT DE GESTION

I	MÉTIERS ET ACTIVITÉS DU GROUPE PISCINES DESJOYAUX	10
1.1	Marché du Groupe	10
1.1.1	Positionnement et clientèle	10
1.1.2	Métiers et savoir-faire du Groupe	10
1.2	Produits commercialisés	11
1.3	Réseau de distribution / Développement stratégique	11
2	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	12
3	ANALYSE OBJECTIVE DE L'ACTIVITÉ ET DE SON ÉVOLUTION AU COURS DE L'EXERCICE	12
3.1	Présentation de l'activité de la société mère - Comptes sociaux	12
3.2	Situation du groupe au cours de l'exercice	12
3.2.1	Évolution des activités dominantes	12
3.2.2	Évolution du ROC et de l'EBITDA	13
3.2.3	Endettement - Politique d'investissement	13
3.2.4	Coût de l'endettement financier net - Résultats avant impôts	13
3.2.5	Résultat net du groupe	13
3.2.6	Structure financière	14
4	PÉRIMÈTRE DU GROUPE - FILIALES ET PARTICIPATIONS	14
4.1	Périmètre de consolidation	14
4.2	Périmètre d'intégration fiscale	15
4.3	Filiales et participations	15
4.3.1	Prise de participation	15
4.3.2	Cession de participation	15
4.3.3	Transmission universelle du patrimoine	15
4.4	Organigramme du Groupe	16
6	PERSPECTIVES	17
7	PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ PISCINES DESJOYAUX	17
8	DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT	17
9	OBSERVATIONS DU COMITÉ D'ENTREPRISE	17
10	DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS DE LA SOCIÉTÉ PISCINES DESJOYAUX SA	18
II	PRESENTATION SOCIALE DU GROUPE	18
II.1	Faits marquant au cours de l'exercice	18
II.2	Effectif du Groupe	18
II.3	Effort d'insertion et actions sociales	19
II.3.1	Emploi et insertion des travailleurs handicapés	19
II.3.2	Formation continue	19
II.3.3	Évolution interne	19
II.3.4	Œuvres sociales	19
II.3.5	Lutte contre les discriminations	19
II.4	Organisation du temps de travail	20
II.4.1	Temps partiel	20
II.4.2	Heures supplémentaires	20
II.4.3	Absentéisme, arrêts maladie et accidents du travail	20
II.5	Rémunération	20
II.6	Intéressement et participation	20
II.6.1	Intéressement	20
II.6.2	Participation	20
II.6.3	Information sur la prime de partage des profits	21
II.7	Relation professionnelle	21
II.7.1	Organisation syndicale	21
II.7.2	Comité d'entreprise	21



11.7.3 Conventions collectives	21
11.7.4 Hygiène et sécurité	21
11.7.5 Sous-traitance	21
12 GOUVERNANCE D'ENTREPRISE	22
12.1 Choix et modalité d'exercice de la Direction Générale	22
12.2 Liste des mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux	22
12.3 Rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux	23
12.4 Mandats des commissaires aux comptes	23
12.5 Mandats des administrateurs	23
13 DÉVELOPPEMENT DURABLE	23
13.1 Politique générale	23
13.2 Pollution et gestion des déchets	23
13.3 Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique	24
13.4 Démarche d'évaluation ou de certification entreprise en matière d'environnement	24
13.5 Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité de la société aux dispositions législatives ou réglementaires applicables en matière d'environnement	24
13.6 Montant des provisions garanties pour risques en matière d'environnement	24
13.7 Montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement	24
13.8 Objectifs assignés aux filiales à l'étranger	24
13.9 Utilisation durable des ressources	24
14 INFORMATION SUR LES RISQUES	25
14.1 Risques de marché	25
14.1.1 Risque de liquidité	25
14.1.2 Risque de taux	25
14.1.3 Risque de change	25
14.2 Risques généraux d'exploitation	25
14.2.1 Aléas météorologiques	25
14.2.2 Risque pays	25
15 ACTIVITÉ RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	25
15.1 Pôle Recherche	25
15.2 Pôle Développement	25
16 ACTIONNARIAT ET SITUATION DU COURS DE BOURSE	26
16.1 Capital social	26
16.1.1 Capital social de Piscines Desjoyaux SA	26
16.1.2 Capital potentiel	26
16.1.3 Droit de vote double	26
16.1.4 Franchissement de seuils légaux	26
16.1.5 Evolution du capital social	26
16.1.6 Actionnariat du Groupe	26
16.2 Opérations sur les actions de la société	27
16.2.1 Option de souscription d'actions et d'achat d'action	27
16.2.2 Programme de rachat par la société de ses propres actions	27
16.2.3 Attribution d'actions gratuites	27
16.2.4 Participation des salariés au capital	27
16.2.5 Délégation en cours de validité	27
16.3 Desjoyaux en Bourse	28
16.3.1 Evolution en cours de bourse	28
16.3.2 Informations boursières	28
Tableau des résultats financiers au cours des cinq derniers exercices	28



Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de Commerce pour vous rendre compte de l'activité de notre Société, de ses filiales et du groupe PISCINES DESJOYAUX au cours de l'exercice clos le 31 août 2013, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir.

Nous soumettrons également à votre approbation le bilan, les comptes annuels sociaux et consolidés dudit exercice

I. MÉTIERS ET ACTIVITÉS DU GROUPE

I.1 Marchés du Groupe

I.1.1 Positionnement et clientèle

Le marché de la piscine comprend principalement les segments suivants :

Type de localisation	Type de piscine	Type d'utilisation	Marchés connexes
Extérieur	Enterrée	Individuelle	Rénovation
Intérieur	Semi-enterrée	Collective	Équipements accessoires
	Hors-sols	Publique	Sauna/SPA Abris

Pionnier sur le marché de la piscine enterrée, le groupe Piscines Desjoyaux a su capitaliser une cinquantaine d'années d'expérience afin de proposer une offre innovante répondant aux attentes du plus grand nombre avec une gamme complète et adaptée à tous les budgets.

Le groupe Piscines Desjoyaux se remet continuellement en question en proposant des produits innovants et en investissant régulièrement afin de proposer le meilleur rapport qualité/prix du marché pour répondre aux problématiques de tous.

La piscine est aujourd'hui la nouvelle pièce à vivre de la maison : c'est dans cet esprit que le groupe Piscines Desjoyaux travaille à destination de tous types de clientèles.

I.1.2 Métiers et savoir-faire du Groupe

Son savoir-faire repose sur deux concepts clés qui ont fait son succès depuis la construction de la première piscine par Jean Desjoyaux en 1966 :

- **Le coffrage permanent actif**

Inventé par Jean Desjoyaux et breveté dès 1978, ce concept exclusif de "coffrage permanent actif" est constitué d'éléments injectés en polypropylène recyclé. Il s'inscrit ainsi dans une démarche écologique. Le Groupe a développé récemment un élément de plus grande taille particulièrement adapté aux marchés internationaux permettant une réduction des coûts de montage.

Destiné à recevoir du béton, le coffrage garantit la résistance de l'ouvrage, notamment au gel et aux mouvements de bassin.

Les éléments du coffrage sont assemblés à la forme et aux dimensions de la piscine ; ils sont imputrescibles pour garantir la longévité de la réalisation.

- **La filtration sans canalisations**

Inspiré par les moteurs de hors-bord de bateaux, le système exclusif Desjoyaux est conçu sans canalisations évitant ainsi les travaux longs et coûteux des tuyaux enterrés, et éliminant tout risque de fuite.

Installé en cavalier sur la paroi du bassin, le groupe de filtration est complètement indépendant de la structure et peut être déposé, stocké pour hivernage.

Le groupe de filtration peut également être intégré au bassin, favorisant ainsi l'esthétique de la piscine.

La filtration est l'un des avantages concurrentiels du groupe ayant justifié plusieurs millions d'euros d'investissement pour l'élaboration d'un nouveau groupe de filtration qui sera prochainement présenté à la clientèle



I.2 Produits commercialisés

Desjoyaux a forgé son succès sur la piscine standard familiale, "prête à plonger" forte d'un rapport qualité/prix imbattable. C'est désormais au niveau mondial que la clientèle est séduite par le concept. La maturation du marché français et de certains marchés étrangers a révélé d'autres attentes de la clientèle, incitant la marque à élargir son offre "produits".

En se diversifiant ainsi, le Groupe affirme son ambition d'apporter une solution globale 100 % Desjoyaux à chaque client.

- **La piscine en kit**

La piscine en kit constitue une offre d'entrée de gamme s'inscrivant dans le segment du "do it-yourself".

- **La piscine standing**

Des piscines de toutes formes, de toutes dimensions et ayant accès à toutes options de confort constituent une offre répondant à la demande de produits très sophistiqués sur le segment du prêt-à-plonger.

- **La piscine collective**

Un segment qui continue à être très porteur pour lequel le Groupe a constitué un bureau d'étude spécialisé afin de répondre aux attentes spécifiques du secteur.

- **La rénovation**

L'augmentation du parc de piscines dans le monde entraîne un développement du segment de la rénovation tant dans le domaine collectif que dans le domaine des piscines privées. Le Groupe offre une large gamme de solutions de rénovation adaptées à l'ensemble des bassins, à la marque Desjoyaux ou non.

- **Les équipements et l'entretien**

Volets roulants, robots, barrières, alarmes, abris, éclairages, pompes à chaleur, spas, saunas, traitements d'eau, mobiliers de jardins... le Groupe Desjoyaux affirme son statut de généraliste de l'environnement de la piscine en déclinant son savoir-faire à travers toute une gamme d'équipements et d'accessoires : une vraie source de croissance pour le groupe.

I.3 Réseau de distribution/Développement stratégique

En France, le Groupe dispose d'un réseau de 152 points de vente :

- 143 sous forme de concession exclusive,
- et 9 magasins en propre au 31 août 2013

À l'international, les produits sont distribués dans 85 pays au travers d'importateurs exclusifs ou de filiales de commercialisation :

En Espagne, Desjoyaux Iberica (DISA) exploite trois magasins (DPB, DP Madrid et DPG) et anime un réseau de distributeurs. Par ailleurs, Desjoyaux Iberica (DISA) a repris la distribution des produits et services de la marque sur le Portugal par l'intermédiaire de sa filiale Desjoyaux Lisboa.

En Allemagne, Desjoyaux Deutschland GmbH anime un réseau de distributeurs et exploite : DP Freising GmbH.

En Italie, Desjoyaux Italia SRL anime un réseau de distributeurs et exploite un magasin : DP Collegno SRL.

Aux États-Unis, Desjoyaux Pools USA LLC exploite un magasin : Desjoyaux Pools Atlanta LLC.

Au Brésil, Piscinas Desjoyaux Industria e Comercio de Piscinas LTda exploite un magasin : Desjoyaux Curitiba - Comercio de Piscinas LTda.

En Chine : la société Shenzhen Desjoyaux Swimming Pools Equipments anime un réseau de distributeurs et exploite un magasin.

Pour les autres pays : la distribution des produits est assurée par des importateurs exclusifs.

Sur le marché français, toujours très concurrentiel, le Groupe maintient sa position de leader.



2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sociaux et les comptes consolidés au 31 août 2013 que nous soumettons à votre approbation ont été établis en conformité avec les règles de présentation et les méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un descriptif détaillé de ces règles et méthodes ainsi que de la méthode de consolidation appliquée, vous est présentée au paragraphe 6 des comptes consolidés.

3. ANALYSE OBJECTIVE DE L'ACTIVITE ET DE SON EVOLUTION AU COURS DE L'EXERCICE

3.1 Présentation de l'activité de la société mère - Comptes sociaux

La société Piscines Sesjoyaux SA, société mère du Groupe procède à l'animation de ses filiales.

Elle centralise et gère la trésorerie, procède à la refacturation aux différentes sociétés des frais de fonctionnement ainsi que des redevances de brevets.

Au titre de l'exercice clos le 31 août 2013 :

Le chiffre d'affaires H.T. s'est élevé à 4 069 k€ contre 3 912 k€ au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 4,03 %.

Cette variation s'explique essentiellement par la hausse des charges refacturées notamment concernant l'énergie ;

Le total des produits d'exploitation s'élève à 4 590 k€ contre 4 437€ au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 3,44 % ;

Les charges d'exploitation se sont élevées à 4 057 k€ contre 3 948 k€ au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 2,77% s'expliquant comme indiqué ci-dessus ;

Le résultat d'exploitation ressort en conséquence à 533 k€ contre 489 k€ euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 9 % ;

Après prise en compte du résultat financier de 4 619 k€ compte tenu de dividendes perçus de la société Forez Piscines à hauteur de 5 933 k€,

Le résultat financier s'élevait à 6 165 k€ au titre de l'exercice précédent.

le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort ainsi à 5 151 k€ contre 6 654 k€ pour l'exercice précédent, soit une variation de - 22,59 % ;

Après prise en compte d'un résultat exceptionnel de - 102 K€ contre - 1 660 K€ euros au titre de l'exercice précédent, de l'impôt sur les bénéfices de 394 k€, **l'exercice se solde par un bénéfice de 4 631 162,48 € contre 4 585 378,26 € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 1 %.**

Au 31 août 2013, le total du bilan de la Société s'élevait à 51 890 k€ contre 54 230 k€ pour l'exercice précédent.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R 225-102 du Code de commerce.

3.2 Situation du groupe au cours de l'exercice

3.2.1 Evolution des activités dominantes

L'activité globale du Groupe Piscines Desjoyaux affiche un recul de 8,8 % soit une baisse de chiffre d'affaires de 6,5 M€ s'expliquant principalement par :

- Un fort retrait de l'activité réalisée sur le territoire national. Le chiffre d'affaires diminue en France de 6 M€ soit une baisse de 11,8 % pour atteindre 45,3 M€ contre 51,3 M€ au titre de l'exercice précédent, cette baisse étant toutefois à mettre en rapport avec les réalisations de nos concurrents ;
- Une certaine stabilité de l'activité export en Europe qui s'établit à 12 M€,
- Une légère diminution de l'activité dite "grand export" de 1,6 M€ soit une baisse de 13,1 % pour atteindre 10,7 M€.

L'activité "export" représente 34 % du volume des affaires du Groupe contre 31 % au titre de l'exercice précédent.

La tendance de réduction de la taille des bassins et d'augmentation de leurs équipements, observée les années précédentes se confirme à nouveau. Cette évolution nous a conduits à confirmer nos partenariats et à en conclure de nouveaux avec des équipementiers de renom, leaders sur leurs marchés.

En M€		2012/2013	2011/2012	Variation (%)
FRANCE	Chiffre d'affaires	45 311	51 343	- 11,75
	Nombre de bassins	3 978	4 563	- 12,01
EXPORT	Chiffre d'affaires	22 887	23 400	- 2,19
	Nombre de bassins	2 725	3 337	- 19,19
TOTAL CA		68 198	74 744	- 8,75
Nombre de bassins TOTAL		6 703	7 900	- 15,08



Le Chiffre d'affaires consolidé évolue à la baisse dans une proportion moindre que celle du nombre de bassins "équivalent 8 x 4". Ceci illustre l'évolution du marché dont nous vous faisons part ci-avant, vers des bassins de plus petite taille mieux équipés. La baisse du nombre de bassins "équivalent 8 x 4" touche plus sévèrement les marchés à l'export notamment ceux marqués par une crise économique ou politique tels que l'Espagne, la Grèce, ou l'Egypte. Nous notons une bonne résistance relative du marché national par rapport à la concurrence en raison de notre politique de prix très concurrentiels.

3.2.2 Evolution du ROC (Résultat Opérationnel Courant) et de l'EBITDA (Earning Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization)

Le Groupe affiche un Résultat Opérationnel Courant de + 4,4 M€ en diminution par rapport à l'exercice précédent de 1,4 M€ ce qui représente une baisse de 24 %.

Le ROC représente cette année 6,5 % du chiffre d'affaires contre 7,9 % sur le précédent exercice.

Le Résultat Opérationnel Courant de l'exercice est marqué par :

- La baisse de l'activité de près de 9 % impactant la marge brute de 4 M€ environ ;
- La baisse de la masse salariale de 9 % soit 1,2 M€ ;
- Une bonne maîtrise des charges de structure en baisse de 0,9 M€.

Le Résultat Opérationnel est impacté par des charges à caractère non récurrent pour 0,6 M€ principalement liées à la restructuration de notre réseau de magasins propres en France.

L'EBITDA demeure satisfaisant et représente 14 % du chiffre d'affaires.

Le résultat net part du groupe s'établit à près de 2 M€ soit 3 % du chiffre d'affaires.

Normes IFRS	31/08/2013 (en M€)	31/08/2012 (en M€)	Evol. N/N-1	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	68,2	74,74	- 6,54	- 8,8
Résultat Opérationnel Courant	4,43	5,87	- 1,44	- 24,5
Marge opérationnelle*	6,5 %	7,85 %		
Résultat net de l'ensemble consolidé	1,97	3,05	- 1,08	- 35,4
Résultat net part du Groupe	1,96	3,04	- 1,60	- 52,54
Marge nette**	2,89 %	4,08 %		

*marge opérationnelle = résultat opérationnel/chiffre d'affaires

**marge nette = résultat net de l'ensemble consolidé/chiffre d'affaires

3.2.3 Endettement - Politique d'investissement

Le Groupe a poursuivi sa politique d'investissements à hauteur de 5 M€ environ, contre 7,7 M€ sur l'exercice précédent.

Ces investissements à caractère industriel touchent au parc machines et aux moules d'injection destinés :

- à la production d'une nouvelle génération de groupes de filtration ;
- ainsi qu'à la réalisation d'un nouvel atelier d'extrusion, permettant la transformation de la matière première directement sur le site de la Fouillouse.

Une optimisation de la gestion du Besoin en Fonds de Roulement permet une hausse de près de 1,4 M€ du flux net de trésorerie généré par l'activité qui s'établit ainsi à 11 M€.

L'endettement net (dettes financières - trésorerie) est en baisse de 1,7 M€ et s'élève sur l'exercice à 6,9 M€ contre 8,6 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le ratio "net gearing" s'établit en conséquence à 11 % contre 13 % au 31 août 2012.

3.2.4 Coût de l'endettement financier net - Résultat avant impôts

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 660 k€ contre 844 k€ au titre de l'exercice antérieur. Cette baisse s'explique par la baisse des intérêts des emprunts du Groupe.

Le Résultat avant Impôts s'élève à 3 442 k€ contre 5 105 k€ au titre de l'exercice précédent.

Il convient en outre de préciser que le Résultat de l'exercice est majoré d'une reprise sur provision à hauteur de 130 k€ sur les outils financiers mis en place au titre de la couverture des taux d'emprunt.

3.2.5 Résultat net du groupe

Le résultat net part du groupe s'établit à 1 96 M€ contre 3 04 M€ l'exercice précédent, soit un recul de 35,4 %.



3.2.6 Structure financière

Données en k€	2012/2013	2011/2012
Capitaux Propres	62 378	65 161
Rentabilité des capitaux propres (ROE)	3,15 %	4,67 %
Trésorerie à la clôture	21 115	20 125
Dettes financières	28 009	28 720
Endettement net	6 894	8 595
Net gearing	11 %	13 %
Flux net de trésorerie généré par l'activité	10 806	9 345
CAF	8 350	9 795

Les capitaux propres atteignent 62 378 M€ au 31/08/2013 contre 65 161 M€ au 31/08/2012.

Le flux net de trésorerie atteint 10,8 M€ en hausse de 1,4 M€.

L'endettement net à la clôture de l'exercice est en baisse de 1,7 M€.

La situation financière nous permet de vous proposer la distribution d'un dividende d'un montant identique à l'exercice antérieur.

4. PÉRIMÈTRE DU GROUPE - FILIALES ET PARTICIPATIONS

4.1 Périmètre de consolidation

Le Périmètre de consolidation comprenant les sociétés listées au paragraphe 29 des comptes consolidés a été modifié par rapport à l'exercice précédent.

La société Desjoyaux Piscines 73 a été créée en novembre 2012 afin de renforcer la présence du Groupe en Savoie suite à la défaillance d'un de nos concessionnaires.

Les sociétés Piscines Desjoyaux Lyon, Piscines Desjoyaux 06 et Piscines Desjoyaux 77 dont la rentabilité était jugée insuffisante et afin de simplifier l'organigramme du Groupe, ont fait l'objet de dissolution sans liquidation dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil ; leur patrimoine a été confondu dans celui de la société Piscines Desjoyaux France.

La société Novoplast dont le fonds était exploité en location gérance par la société Forez Piscines a fait l'objet d'une dissolution sans liquidation dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil afin de simplifier l'organigramme juridique du Groupe ; son patrimoine s'est en conséquence trouvé transmis à la société Forez Piscines.

	Capital social en k€	Capitaux propres avant affectation en k€	% de Contrôle en k€	Date de clôture du dernier exercice	CA (HT) de l'exercice en k€	Résult. exploitation du dernier exercice clos en k€	Résult. exceptionnel du dernier exercice clos en k€	Résultat de l'exercice en k€
Forez Piscines	425	35 354	99,72	31/08/2013	61 857	5 601	- 262	2 646
Novoplast								
DISA								
DPB								
DPG								
DP Lisboa								
DP Madrid								

Ces sociétés réalisent la quasi-totalité des opérations du Groupe. Leur activité est donc représentative de celle du Groupe.

La société Novoplast a fait l'objet d'une dissolution sans liquidation en fin d'exercice.

Desjoyaux Piscines France	500	- 2 273	100	31/08/2013	0	- 41	0	- 869
DP St-Etienne								
DP 78								
DP 95								
DP Lyon								
DP Nantes								
DP 77								
DP Caen								
DP 59								
DP 31								
DP 06								
DP 24								
Piscines et Spas du Médoc								

La société Desjoyaux Piscines 73 a été constituée en novembre 2012.

Les sociétés Desjoyaux Piscines Lyon, Desjoyaux Piscines 06 et Desjoyaux Piscines 77 ont fait l'objet d'une dissolution sans liquidation en fin d'exercice.



Desjoyaux Pools International	40	- 2 211	99,99	31/08/2013	0	- 12	- 53	- 1 067
Piscinas Desjoyaux Industria e Comercio de Piscinas LTda								
Desjoyaux Curitiba Comercio de Piscinas LTda								
Desjoyaux Polls USA DP Atlanta DP Realty								
Desjoyaux Deutschland GmbH DP Freising GmbH								
Desjoyaux Italia SRL DP Collegno								
Desjoyaux Shenzhen Ltd								

Dans le cadre de son renforcement à l'International, le Groupe a créé une holding afin de structurer l'activité.

DIF	40	- 434	99,75	31/08/12	256	52	- 0	- 38
------------	----	-------	-------	----------	-----	----	-----	------

Cette société immobilière poursuit la gestion de son patrimoine sans changement significatif.

4.2 Périmètre d'intégration fiscale

Depuis le 1^{er} septembre 1993, la Société a opté pour le régime du bénéfice intégré. L'impôt est comptabilisé dans chaque société comme si elle était redevable de l'impôt de manière indépendante. En cas de déficit d'une société, celle-ci comptabilise un profit d'intégration fiscale égal à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée au groupe par la prise en compte de ce déficit.

Une nouvelle filiale fait partie du périmètre d'intégration fiscale depuis le début de l'exercice en cours, la société Desjoyaux Piscines 73.

Au 31 août 2013, le périmètre d'intégration est le suivant :

- Piscines Desjoyaux SA (tête de Groupe)
- Forez Piscines
- Desjoyaux Piscines France
- DIF
- Desjoyaux Piscines 78
- Desjoyaux Piscines 95
- Desjoyaux Piscines Saint-Etienne
- Desjoyaux Piscines Nantes
- Desjoyaux Piscines 59
- Desjoyaux Piscines Caen
- Desjoyaux Piscines 31
- Desjoyaux Piscines 24
- Desjoyaux Pools International

4.3 Filiales et participations

S'agissant des filiales et participations, nous vous avons présenté leur activité ci-dessus.

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

Il convient également de rappeler que les événements suivants sont intervenus au cours de l'exercice clos le 31 août 2013 :

4.3.1 Prise de participation

La société Desjoyaux Piscines France a souscrit l'intégralité des parts sociales composant le capital de la société Desjoyaux Piscines 73 pour un montant global de 10 000 €.

4.3.2 Cessions de participations

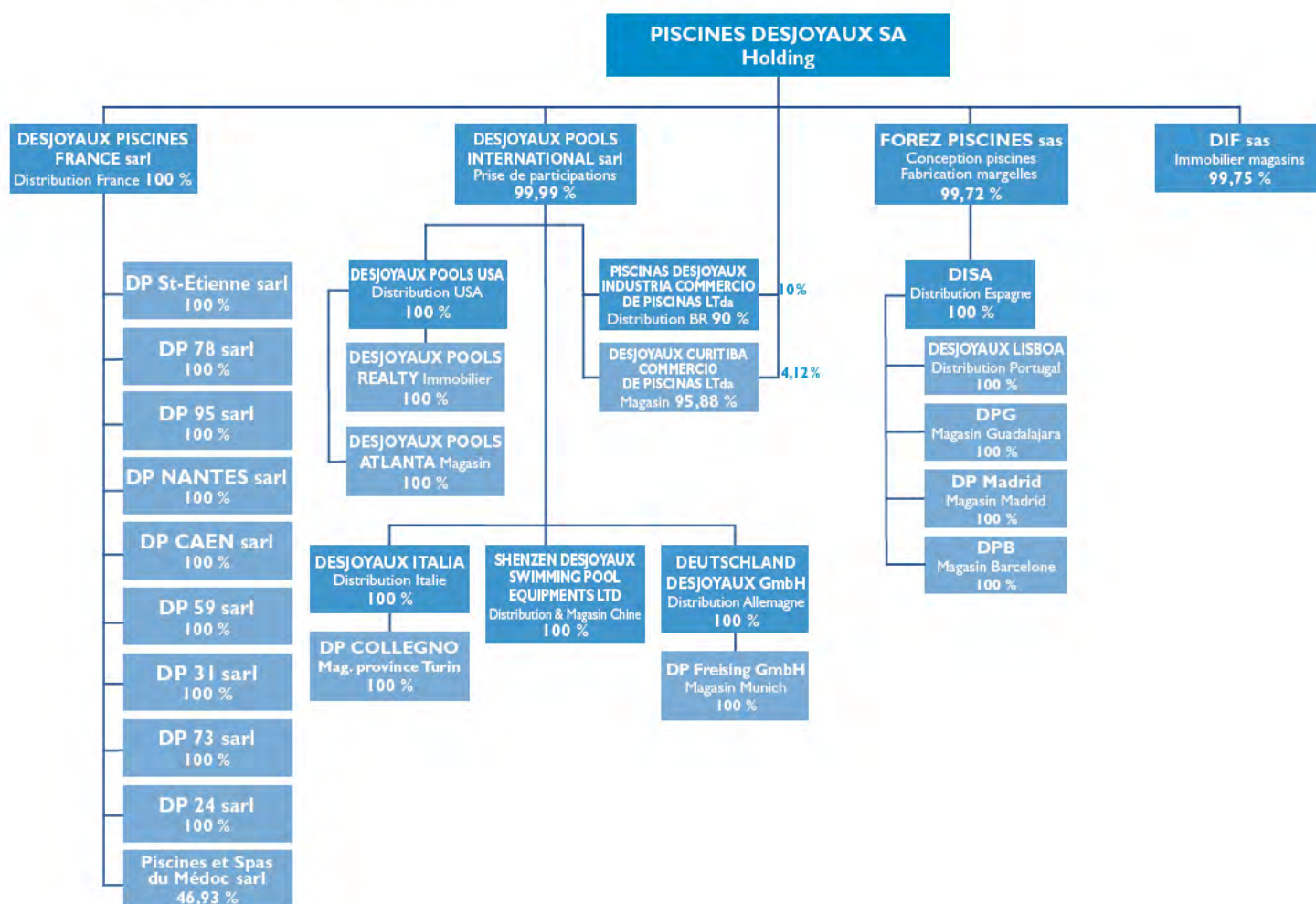
Au cours de l'exercice écoulé, aucune de nos participations n'a fait l'objet d'une cession.

4.3.3 Transmission universelle de patrimoines

Les sociétés Desjoyaux Piscines Lyon, Desjoyaux Piscines 06 et Desjoyaux Piscines 77 ont fait l'objet de dissolution sans liquidation dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil ; leur patrimoine a été confondu dans celui de la société Desjoyaux Piscines France. La société NOVOPLAST dont le fonds était exploité en location gérance par la société FOREZ PISCINES a fait l'objet d'une dissolution sans liquidation dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil afin de simplifier l'organigramme juridique du Groupe ; son patrimoine s'est en conséquence trouvé transmis à la société FOREZ PISCINES.



4.4 Organigramme du Groupe



5. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement susceptible d'avoir une influence notable sur les comptes du groupe n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.



6. PERSPECTIVES

Le début de l'exercice en cours présente des réalisations en légère progression par rapport à celles de la même période de l'exercice antérieur, tant en termes de chiffre d'affaires qu'en termes de marge.

Le Groupe s'étant doté antérieurement de moyens industriels lui permettant une excellente productivité, les offres produits qui seront proposées tant en France qu'à l'étranger, devraient lui permettre de maintenir ses parts de marché compte tenu des tarifs attractifs proposés aux clients.

En ce qui concerne le marché français, nous resterons prudents compte tenu du contexte économique actuel, toutefois nous estimons qu'une légère progression du chiffre d'affaires est réalisable.

En ce qui concerne l'international, nous estimons que certains marchés très dégradés en raison de crises économiques ou politiques devraient connaître une reprise ; ce qui semble être confirmé par les premiers mois de l'exercice.

L'innovation, la Recherche et le Développement faisant partie intégrante de notre Groupe, celui-ci poursuivra ses investissements dans des domaines susceptibles de présenter un rapide et favorable retour sur investissement avec le projet à cours terme de déposer 3 à 5 brevets internationaux et l'objectif de poursuivre activement cette politique.

A cet égard nous prévoyons l'achèvement et la mise en service, au cours de l'exercice de notre nouveau Panneau Filtrant Injecté, et de notre nouvel atelier d'extrusion.

De même les investissements relatifs à la production d'une nouvelle piscine hors-sol bois devraient être opérationnels en fin d'exercice.

Sur l'exercice en cours, le Groupe prévoit également le lancement d'une nouvelle nage à contre-courant, d'un nouvel enrouleur automatique et d'une solution domotique permettant au client une gestion intégrale du bassin et de ses périphériques.

7. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ PISCINES DESJOYAUX

Nous vous proposons d'affecter le résultat de la Société Piscines Desjoyaux s'élevant à 4 631 162,48 € de la manière suivante :

Aux actionnaires à titre de dividendes, la somme de :	4 582 090,92 €
Au compte "Autres réserves", le solde soit la somme de :	49 071,56 €
Total égal au résultat de l'exercice :	4 631 162,48 €

Le dividende par action s'élèverait ainsi à 0,51 € et serait mis en paiement à compter du 12 février 2014.

Les sommes attribuées aux actionnaires, personnes physiques, à titre de dividendes seront éligibles à l'abattement prévu par les dispositions de l'article 158-3 2° du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Dividendes
2011-2012	4 582 090,92
2010-2011	4 582 090,92
2009-2010	4 312 556,16

8. DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Il a été enregistré au résultat fiscal des comptes sociaux de la société Piscines Desjoyaux SA, en application des dispositions de l'article 39-4 du CGI une somme de 29 238 €. L'impôt correspondant à ces dépenses s'élève à 9 746 € (33,33 %).

9. OBSERVATIONS DU COMITÉ D'ENTREPRISE

Le Comité d'Entreprise n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L 2323-8 du Code du travail.



10. DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS DE LA SOCIÉTÉ PISCINES DESJOYAUX SA

Date d'échéance	31/08/2013	31/08/2012
Dettes non échues	80 772 €	77 548 €
Dettes à moins de 30 jours	- 539 €	38 281 €
Dettes de 31 à 60 jours	110 852 €	5 238 €
Dettes de 61 à 90 jours	9 794 €	538 €
Dettes de 91 à 120 jours	0	- 19 €
Autres délais	4 999 €	0 €
TOTAL	205 878 €	121 586 €

II. PRÉSENTATION SOCIALE DU GROUPE

II.1 Faits marquant au cours de l'exercice

Les recrutements effectués sur l'exercice écoulé ne sont pas significatifs car peu nombreux et concernant essentiellement des remplacements poste pour poste.

II.2 Effectif du Groupe

L'effectif du Groupe Piscines Desjoyaux au 31 août 2013 s'élève à 232 personnes, soit une baisse de 2,9 % par rapport à l'effectif au 31 août 2012.

Au 31/08/2013	CDI	CDD	Total
PISCINES DESJOYAUX SA	11		11
FOREZ PISCINES	151	3	154
DESJOYAUX IBERICA (DISA)	19	0	19
DESJOYAUX DEUTSCHLAND DDG	9	0	9
DESJOYAUX ITALIE	4	0	4
DESJOYAUX PISCINES SAINT-ETIENNE (DPS)	7	0	8
DESJOYAUX PISCINES 78 (DP 78)	2	0	7
DESJOYAUX PISCINES 95 (DP 95)	2	0	2
DESJOYAUX PISCINES NANTES (DPN)	3	0	3
DESJOYAUX PISCINES CAEN (DPC)	1	0	1
DESJOYAUX PISCINES 59 (DP 59)	2	0	2
DESJOYAUX PISCINES 31 (DP 31)	1	1	2
DESJOYAUX PISCINES 24 (DP 24)	2	0	2
DESJOYAUX PISCINES 73 (DP 73)	2	0	2
DESJOYAUX BRESIL	3	0	3
DESJOYAUX USA	2	0	2
DESJOYAUX CHINE	7	0	7
TOTAL	228	4	232
Pourcentage	98 %	2 %	100 %

La masse salariale représente 16,93 % du chiffre d'affaires (17,05 % en 2011-2012)

Cadres	73
Non cadres	159
Répartition par sexe	
Hommes	154
Femmes	78

Concernant l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes du groupe, il convient de rappeler que la base de calcul des augmentations individuelles et collectives de salaire, les bases de calcul de l'intéressement et de la participation aux bénéfices sont strictement identiques pour les hommes et les femmes salariés du Groupe.

Le groupe Piscines Desjoyaux est un groupe jeune. En effet, la moyenne d'âge des salariés avoisine les 40 ans.

L'Unité économique et sociale Desjoyaux comptait, au 31/08/13, 162 personnes en CDI.



Au cours de l'exercice 2012-2013, sept personnes en CDI ont quitté le groupe : trois dans le cadre des ruptures conventionnelles, un salarié a été licencié pour faute, un salarié est parti à la retraite, un salarié a été muté sur DP73 et un salarié a démissionné.

Dans le même temps, huit recrutements ont été effectués sur l'exercice écoulé :

- 1 création de poste de Formateur logiciel gestion commercial
- 1 création de poste Chef de Projet Méthodes
- 1 création de poste Chef de Projet Développement
- 1 création de poste d'adjoint Responsable Production
- 1 renouvellement de poste de technicien d'entretien
- 1 renouvellement de poste d'assistante de direction industrielle
- 1 renouvellement de poste de dessinateur CAO
- 1 renouvellement de poste de technicien de maintenance

Le Turn Over est de 4,69 %.

II.3 Effort d'insertion et actions sociales

II.3.1 Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Le groupe Piscines Desjoyaux ne déclare aucun salarié handicapé dans ses effectifs.

La Société Forez Piscines entretient cependant des relations professionnelles étroites avec des ESAT (Centres d'aide aux travailleurs).

II.3.2 Formation continue

Le budget consacré à la formation professionnelle sur l'exercice 2012-2013 s'élève à 140 k€.

Le nombre de formations suivies par le personnel du groupe au titre de l'exercice écoulé sont les suivantes :

Langue	1
Informatique	6
Sécurité maintenance habilitation	59
Juridique - Paie - Comptabilité	4
Management	5
Méthodes, développement	3
TOTAL	78

II.3.3 Évolution interne

La politique RH appliquée au sein du groupe Desjoyaux est très axée sur l'évolution interne des salariés. La gestion prévisionnelle des emplois et compétences est au cœur des préoccupations. Le groupe dispose de deux outils pour s'assurer de la correcte allocation des ressources en interne. L'entretien individuel d'évaluation permet d'établir la cartographie des compétences existantes en interne, ainsi qu'un plan de formation élaboré en partenariat avec tous les managers qui permet d'accroître les compétences et de les adapter aux nouveaux besoins de l'entreprise. Par exemple, les actions de formation en 2013 ont permis l'évolution en interne d'un salarié à un poste d'Animateur Sécurité, à un employé administratif d'évoluer à un poste de comptable. Aujourd'hui, parmi les managers du groupe, nombreux ont bénéficié d'un cursus en interne qui les a fait évoluer vers les fonctions de responsable qu'ils occupent actuellement.

II.3.4 Œuvres sociales

La politique relative aux œuvres sociales au sein du groupe en France, correspond au versement d'une contribution légale en faveur du Comité d'entreprise.

Le Budget alloué aux Œuvres Sociales est de 78 608 €.

II.3.5 Lutte contre les discriminations

En application des dispositions de l'article L 225-102-I, alinéa 5 du Code de commerce, nous vous présentons les engagements de la Société dans le cadre de la lutte contre les discriminations et la promotion des diversités.

La politique du Groupe en matière de lutte contre les discriminations repose sur un principe unique : celui de l'égalité. Ainsi, au sein du groupe Desjoyaux, la compétence dans le travail est le seul critère conditionnant l'accès à un poste et servant à la détermination des conditions d'emploi et de rémunération associés à ce poste.



11.4 Organisation du temps de travail

11.4.1 Temps partiel

Nous dénombrons 3 salariés au sein du groupe travaillant à temps partiel.

11.4.2 Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires effectuées dans l'Unité Économique et sociale Desjoyaux au cours de l'exercice 2012-2013 s'élèvent à 120 heures.

Heures à 125 %	120
Heures à 150 %	0
TOTAL	120

Selon l'accord d'entreprise en vigueur, une modulation du temps de travail est en place en France.

Il existe 3 périodes sur l'année :

Une période à 31 heures, une période à 35 heures, une période à 39 heures.

11.4.3 Absentéisme, arrêts maladie et accidents du travail

Le pourcentage d'absentéisme du groupe en France sur l'exercice 2012-2013 est de 5,97 %.

Les accidents du travail correspondent à 72 jours non travaillés soit 0,19 %.

L'invalidité concerne deux personnes, ce qui correspond à 298 jours non travaillés soit 0,8 %.

Les arrêts maladie représentent 1 608 jours non travaillés soit 4,32 %, les arrêts Maternité/Paternité 245 jours soit 0,66 %.

Soit un total de 2 223 jours non travaillés au cours de l'exercice, ce qui représente un taux d'absentéisme de 5,97 %

11.5 Rémunération

Sur l'exercice clos le 31 août 2013, les charges du personnel, y compris la participation, représentent 11 544 k€ contre 12 743 k€ pour l'exercice précédent, soit une diminution de 9,41 %. Il est à noter que cet exercice intègre la prise en compte de l'effet du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) pour la part concernant l'exercice.

En effet, la 3^{ème} loi de finances rectificative pour 2012 a mis en place, à compter du 1^{er} janvier 2013, un dispositif de crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), calculé par année civile, assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC versées à compter du 1^{er} janvier 2013. Le montant de ce crédit d'impôt est, pour 2013 de 4 % de la base précitée. Il est porté à 6 % à compter du 1^{er} janvier 2014. Ce CICE s'impute sur l'impôt sur les sociétés dû par le groupe au cours des 3 années suivantes. A défaut d'imputation, il est remboursé au terme des 3 ans. La trésorerie dégagée par le crédit d'impôt ne peut pas être utilisée pour financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni augmenter les rémunérations des dirigeants. Le CICE a pour objet de financer les efforts des entreprises en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique ou énergétique et de reconstitution des fonds de roulement.

Au titre de l'exercice clos le 31/08/2013, le groupe a constaté dans ses comptes un produit à recevoir de CICE à hauteur d'un montant de 114 K€. Il correspond à 4 % des salaires ne dépassant pas le plafond précité pour la période du 01/12/12 au 31/08/13 (pratique du décalage de la paye). Il a été comptabilisé en moins des charges de personnel. Ce CICE sera en définitive calculé au titre de l'année civile 2013 et imputable sur l'impôt à liquider au titre de l'exercice clos en 2014.

11.6 Intéressement et participation

11.6.1 Intéressement

Depuis 2003, un accord d'intéressement est en vigueur au sein de l'Unité Économique et Sociale groupe Piscines Desjoyaux.

Un nouvel accord a été signé le 11 février 2013 et prendra fin avec l'exercice clos le 31/08/15. Il prévoit la distribution de primes d'intéressement en fonction de la performance financière du groupe et au travers du ROC (Résultat Opérationnel Courant). Dans le même temps, en plus d'un Plan Epargne Entreprise, un Plan Epargne Retraite Collectif a été mis en place au sein du groupe. L'accord d'intéressement n'a donné lieu à aucune prime d'intéressement au titre de l'exercice 2013.

11.6.2 Participation

L'accord de participation auquel adhèrent les sociétés de l'Unité Économique et Sociale Groupe Desjoyaux signé en 2012, prévoit un calcul dérogatoire au calcul légal, excluant du montant des capitaux propres, l'augmentation de capital dont a bénéficié Forez Piscines de la part de Piscines Desjoyaux en 2012 (21 882 k€). Au 31/08/13, le résultat de Forez Piscines donne droit à une participation qui a été répartie sur chaque société de l'Unité Économique et Sociale à hauteur des salaires y ouvrant droit.



11.6.3 Information sur la prime de partage des profits

Nous vous informons qu'en cas d'augmentation du dividende par rapport à la moyenne des deux exercices précédents, une prime doit être attribuée aux salariés inscrits à l'effectif de la société au titre de l'exercice clos en application des dispositions de la loi 2011-894 du 28 juillet 2011. Cette prime, son montant et ses modalités de versement sont institués selon l'une des modalités prévues par les articles L 3322-6 du Code du travail pour la conclusion des accords d'intéressement ou de participation, ou, en cas d'échec des négociations, par décision unilatérale de la société et ce dans un délai de trois mois au plus suivant l'assemblée attribuant les dividendes.

A défaut de prime, un avantage spécifique doit être accordé aux salariés, sous forme, par exemple, de prime de bilan, d'intéressement, de supplément d'intéressement ou de participation, de participation dérogatoire, d'actions gratuites, de retraite par capitalisation, de prévoyance, au moyen de la conclusion d'un accord d'entreprise, conclu selon le droit commun de la négociation collective. Sur l'exercice 2013, le montant versé au titre de la prime de partage des profits a été de 38 776€. Elle est répartie sur chaque société de l'Unité Economique et Sociale à hauteur des salaires y ouvrant droits.

11.7 Relation professionnelle

11.7.1 Organisation syndicale

Trois organisations syndicales sont représentées au sein du groupe Desjoyaux par deux délégués syndicaux et un représentant syndical. Ces trois structures sont également présentes sur le plan national. Les délégués syndicaux rencontrent plusieurs fois dans l'année les membres de la Direction au cours de réunions telles que les Négociations Annuelles. Lors de ces réunions, sont signés des accords d'entreprise. Sont actuellement en vigueur au sein de l'Unité Economique et Sociale Groupe : un accord de participation qui a été signé en 2012 et applicable dès l'exercice clos le 31/08/12, un accord sur la réduction du temps de travail (Aménagement des 35 heures) signé en 2000, avec un avenant complémentaire signé le 28 novembre 2007, et un accord d'intéressement signé en 2013 pour une durée de trois ans prenant fin avec l'exercice clos le 31/08/15.

11.7.2 Comité d'entreprise

Le groupe Piscines Desjoyaux dispose d'un seul comité d'entreprise pour l'ensemble des sociétés du Groupe.

11.7.3 Conventions collectives

La convention collective de la Plasturgie est appliquée pour les sociétés Forez Piscines et Piscines Desjoyaux SA.

11.7.4 Hygiène et sécurité

Il existe un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein du groupe Piscines Desjoyaux qui se réunit selon les obligations légales en vigueur.

11.7.5 Sous-traitance

Le Groupe Piscines Desjoyaux a fait appel à 25 sous-traitants au cours de l'exercice clos le 31 août 2013 contre 32 au cours de l'exercice précédent.



12. GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

12.1 Choix et modalité d'exercice de la Direction Générale

Le Président du Conseil d'administration est désigné pour assurer la Direction Générale de la société.

Au cours de l'exercice, aucun engagement n'a été pris par la société au profit de ses mandataires sociaux et aucune délégation n'a été utilisée ni accordée au PDG.

12.2 Liste des mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux

FONCTIONS PISCINES DESJOYAUX SA		AUTRES MANDATS (groupe et hors-groupe)	
Groupe			
Jean-Louis Desjoyaux	Président Directeur Général	FOREZ Piscines SAS	Président
		DISA (Espagne)	Président
		DIF SARL	Gérant
		DP FRANCE SARL	Co-Gérant
		DPS SARL	Gérant
		DP 95 SARL	Gérant
		DP 73 SARL	Co-Gérant
		DDG (Allemagne)	Gérant
		DP BARCELONE	Administrateur unique
		DP 24 SARL	Gérant
		DP GUADALAJARA	Administrateur unique
		DP LISBOA	Administrateur unique
		DPC SARL	Gérant
		DESJOYAUX POOLS International	Co-Gérant
		NOVOPLAST SAS	Président
		DESJOYAUX POOLS USA	Président
		DESJOYAUX POOLS Atlanta	Président
		DESJOYAUX POOLS REALTY	Président
		DP 78 SARL	Gérant
		Hors-Groupe	
DEROMA	Gérant		
Desjoyaux Finance	Président		
Editorial	Gérant		
Ent.Desjoyaux et Cie	Gérant		
INDEFI	Gérant		
SCI Sept	Gérant		
Jewels Immo SARL	Gérant		
Le Parc de la Gouyonnière SAS	Directeur Général		
Aquarelle Promotion	Président		
Les Terriens	Co-Gérant		
Catherine Jandros	Directeur Général Délégué Administrateur	Groupe	
		DISA (Espagne)	Administrateur
		FOREZ Piscines SAS	Directeur Général
		DP Lyon SARL	Gérant
		DP Nantes SARL	Gérant
		DP 77 SARL	Gérant
		DP 59 SARL	Gérant
		DP 31 SARL	Gérant
		DP 06 SARL	Gérant
		DP 73 SARL	Co-Gérant
		Hors-Groupe	
		SCI Desjoyaux Frères	Gérant
Nicolas Desjoyaux	Administrateur	Groupe	
		DESJOYAUX PISCINAS ITALIA	Président
		DESJOYAUX PISCINES FRANCE	Co-Gérant
		DESJOYAUX POOLS Freising	Président
		DP COLLEGNO SRL	Président
		DESJOYAUX POOLS International	Co-Gérant
Hors-Groupe			
néant			



12.3 Rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux

	Montants versés par Piscines Desjoyaux SA (€)	Montants versés par les autres sociétés du groupe (€)	Dont avantages en nature (€)
Jean-Louis Desjoyaux	89 897	0	0
Catherine Jandros	69 604	0	7 086
Nicolas Desjoyaux	0	78 558	5 478

Les rémunérations des mandataires sociaux sont fixes et ne comprennent pas de part variable.

12.4 Mandats des commissaires aux comptes

Nous vous proposons de renouveler, pour une période de six exercices, le mandat de la société Michel Tamet et Associés commissaire aux comptes titulaire, et de la société Axens Audit, commissaire aux comptes suppléant qui arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

12.5 Mandats des administrateurs

Aucun mandat d'administrateurs n'arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale.

13. DÉVELOPPEMENT DURABLE

13.1 Politique générale

La démarche de développement durable dans laquelle s'est inscrit le groupe Piscines Desjoyaux il y a quelques années, se ressent aujourd'hui dans plusieurs domaines : aussi bien dans la conception du produit, que dans la recherche de gain de coût qui y est associé ; on la retrouve aussi au travers du management et des relations fournisseurs, clients.

Au niveau du produit, la structure des piscines Desjoyaux est 100 % issue de matières recyclées mélangées à des charges minérales pour partie. L'installation broyage de l'Usine permet de recycler actuellement 5000 tonnes de matières par an et bénéficie d'un potentiel de 9000 tonnes. Le Groupe mettra prochainement en place une nouvelle unité d'extrusion permettant l'intégration en amont à l'extrusion de la matière première directement.

Le système de filtration sans canalisation et notamment le nouveau Panneau Filtrant Injecté évite le rejet à l'égout d'eau traitée (notamment au chlore) tout en permettant une consommation d'énergie maîtrisée supprimant toute perte de charge liée à l'utilisation de canalisations. D'une manière générale, la conception des produits Desjoyaux intègre une réflexion sur la réduction des consommations d'énergie, c'est ainsi, par exemple, que :

- la nouvelle motorisation "abris" s'est vue doté d'un fonctionnement à l'énergie solaire ;
 - le nouveau système de nettoyage automatique des poches de filtration est parvenu à limiter sensiblement le volume d'eau nécessaire au lavage.
- Au niveau de la relation client, le service de satisfaction client comprend une cellule hotline en interne ainsi qu'une équipe dédiée au traitement des demandes clients. Ainsi, le Groupe offre à ses clients la garantie que toutes leurs demandes soient traitées et bénéficient d'une réponse dans les meilleurs délais et à moindre coût.

13.2 Pollution et gestion des déchets

Afin de limiter la pollution, le groupe Piscines Desjoyaux a mis en place différentes mesures depuis plusieurs années. Conscient de l'impact qu'il peut avoir sur l'environnement, le groupe a mis en place plusieurs mesures :

- **Condition d'utilisation des sols**: autorisation préfectorale dans le cadre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **Efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables**: installation de free-cooling permettant d'économiser de l'électricité pour le refroidissement des presses à injecter et des moules ; atelier en température dirigée (suppression de la climatisation) ; récupérateur d'énergie installé sur la robotique ; recentrage de la production sur le seul site de la Fouillouse permettant de limiter l'impact environnemental du transport.
- **Rejets dans l'air, l'eau ou le sol affectant gravement l'environnement**: pour le refroidissement des pièces plastiques, le Groupe a mis en place des installations de circulation d'eau en cycle fermé, afin de limiter la consommation d'eau et les rejets. Pour l'usine DAMAFOR, une presse à boue a été installée permettant le recyclage des eaux de nettoyages ainsi que des gâchées non conformes. L'eau ainsi recyclée



permet de tourner en circuit fermé pour les opérations de nettoyage. Il n'y a donc plus de rejet d'eau dans le réseau communal et la consommation d'eau s'en trouve limitée. Un bassin de rétention d'eau est destiné à la prévention des incendies.

- **Nuisances olfactives et sonores:** lors de son installation sur le site de la Fouillouse, le Groupe a entrepris des travaux de mise aux normes de ses installations pour tout ce qui concerne les nuisances sonores, la pollution des sols, fumées et traitement des eaux;
- **Déchets:** le Groupe Piscines Desjoyaux recycle tous ses déchets de production de matière plastique. De plus, il a signé un contrat avec VALORPLAST pour le recyclage des flacons en PEHD, provenant du tri sélectif. Notre installation de recyclage permet de recycler et d'agglomérer les poussières de plastique produites lors du broyage dans les "pellets" produits.

13.3 Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique (milieu naturel, espèces animales ou végétales menacées)

Le Groupe sous-traite à deux sociétés spécialisées le traitement et le recyclage, si possible, de ses déchets industriels. Ainsi un tri de chaque type de déchets est effectué au sein de toutes les entités pour permettre de valoriser les déchets qui peuvent l'être et ainsi de limiter les quantités de Déchets Industriels banalisés destinés à l'enfouissement.

Ces actions permettent de limiter les rejets et pollution tout en ayant une incidence positive sur le plan économique pour l'entreprise.

13.4 Démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement

Le Groupe est autorisé par la Préfecture de la Loire à exploiter une installation de fabrication de piscines sur son site de la Fouillouse. Cet arrêté préfectoral a été pris au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

13.5 Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité de la société aux dispositions législatives ou réglementaires applicables en matière d'environnement

Dans le cadre de cet arrêté, la Préfecture de la Loire a imposé au Groupe la réalisation de travaux pour mises aux normes de ses installations (nuisances bruits, pollution des sols, fumées, traitement des eaux).

En outre, notre animateur sécurité s'assure de la correcte application des règles en vigueur en matière d'environnement et de sécurité.

Existence au sein de la société de services internes de gestion de l'environnement, formation et information des salariés

Ces informations sont relayées dans l'entreprise par le C.H.S.C.T (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail).

Ces missions ont été confiées à l'animateur sécurité.

13.6 Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

Néant

13.7 Montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement

Néant

13.8 Objectifs assignés aux filiales à l'étranger

Néant

13.9 Utilisation durable des ressources

Le Groupe s'inscrivant dans une démarche de développement durable, tente de limiter l'impact de son activité sur l'environnement, notamment en recourant le moins possible aux ressources énergétiques non renouvelables et en trouvant de nouvelles techniques permettant de limiter la consommation d'énergie.

Lors de la conception des derniers ateliers (liner, extrusion...), le Groupe a intégré de nouvelles technologies afin de limiter la consommation d'énergie, par exemple, en déployant des dispositifs permettant la récupération d'énergie.

Le recyclage tient une grande place dans le processus de fabrication du Groupe : extrusion de la matière première, recyclage des déchets plastiques, gestion des rebuts directement sur site permettant leur réemploi.

Le recentrage de l'activité industrielle sur le site de La Fouillouse permet d'éviter le rejet de plusieurs tonnes de gaz à effet de serres notamment en limitant les rejets liés au transport.

Forez Piscines / Piscines Desjoyaux	Total
Eau	Estimé à 4 800 m ³
Electricité	3 051 387 kW
Gaz	1 392 184 kW



I 4. INFORMATION SUR LES RISQUES

I 4.1 Risques de marché

I 4.1.1 Risque de liquidité

Au 31 août 2013, le Groupe dispose d'une trésorerie nette en juste valeur de 21 115 k€ (absence d'actifs financiers de placement). La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

I 4.1.2 Risque de taux

Le Groupe est peu exposé aux problématiques de taux variables. Nous vous prions de vous référer au paragraphe 24.3.2 Risque de taux du bilan consolidé figurant dans cette plaquette.

I 4.1.3 Risque de change

Les facturations et les achats sont principalement effectués en euros. Le risque de change est donc peu significatif.

Les risques de taux de change ne sont pas couverts, les volumes traités concernés par les variations de taux de change étant jugés trop peu significatifs.

I 4.2 Risques généraux d'exploitation

I 4.2.1 Aléas météorologiques

L'activité du groupe est dépendante des conditions météorologiques. Le groupe cherche continuellement à atténuer ce risque par la diversification de son offre (abris haut résidentiel, pompe à chaleur...) et par un renfort de ces positions à l'international. L'objectif du Groupe de réaliser à moyen terme 50% de son chiffre d'affaires à l'International est confirmé. Sur l'exercice, le Groupe a ouvert 11 nouveaux points de vente à l'international dans 9 pays.

I 4.2.2 Risques pays

Le Groupe n'est pas implanté sur des pays à risque. Le risque pays est donc non significatif.

I 5. ACTIVITÉ RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

I 5.1 Pôle Recherche

Le pôle Recherche a vocation à se concentrer sur la recherche fondamentale et sur l'innovation.

L'activité du département Recherche se porte sur le suivi actif et l'application des réglementations et normalisations sécuritaires et environnementales au niveau national, européen et international.

Il a été confié en 2012, la conduite de dix dossiers majeurs au service recherche qui devrait aboutir à moyen terme.

Pour y parvenir, le service Recherche s'est vu renforcé par l'arrivée d'un nouveau collaborateur, ce qui porte l'effectif à 4 personnes. Le budget annuel de fonctionnement est de 400 000 €.

I 5.2 Pôle Développement

Le pôle Développement s'est vu confier une mission de réduction des délais de sortie des nouveaux produits.

Le pôle Développement, composé de 6 personnes, est désormais rattaché au pôle industriel afin d'obtenir une accélération dans la mise en œuvre des projets.

Trente dossiers majeurs sont actuellement à l'étude ; certains aboutiront rapidement. Sur l'exercice en cours, le Groupe prévoit la commercialisation :

- du nouveau groupe de filtration : un projet de plus de 3 millions d'euros qui aboutit par la commercialisation prochaine du nouveau panneau filtrant injecté
- d'une nouvelle nage à contre-courant
- d'une solution domotique
- d'un nouvel enrouleur automatique
- d'une nouvelle piscine hors sol à partir de panneaux modulaires

Au 31/08/2013, le Groupe a bénéficié d'un crédit impôt recherche d'un montant de 159 K€.



16. ACTIONNARIAT ET SITUATION DU COURS DE BOURSE

16.1 Capital social

16.1.1 Capital social de Piscines Desjoyaux SA

Le capital social de la société Piscines Desjoyaux SA s'élève à 6 940 520 € au 31 août 2013.
Il est composé de 8 984 492 actions d'égale valeur.

16.1.2 Capital potentiel

Il n'existe aucune valeur susceptible de donner accès, directement ou indirectement, au capital de la société.

16.1.3 Droits de vote double

Néant

16.1.4 Franchissement de seuils légaux

Aucun franchissement de seuil ne s'est produit sur l'exercice.

16.1.5 Evolution du capital social

Exercice	Opérations	Augmentation de capital		Montants cumulés		
		en €	en titres	en €	en titres	Valeur nominal
	Constitution	41 161	2 700	41 161	2 700	15,24
31/08/90	Apport en nature	3 387 570	222 210	3 428 731	224 910	15,24
31/08/91	Apport en nature	3 048 980	200 000	6 477 711	424 910	15,24
	Modification de la valeur nominale des actions		1 699 640		2 124 550	3,05
31/08/92	Plan de stock-options et introduction en bourse	370 598	121 548	6 848 309	2 246 098	3,05
31/08/96	Plan de stock-options	76	25	6 848 385	2 246 123	3,05
28/02/01	Passage à l'euro/prélèvement sur le compte "prime d'émission"	92 135	0	6 940 520	2 246 123	3,09
31/08/08	Division du nominal par quatre			6 940 520	8 984 492	0,7725

16.1.6 Actionnariat du Groupe

	31/08/2013		31/08/2012	
	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote
DEFI	> 66 %	entre 33 et 50 %	> 66 %	entre 33 et 50 %
Jean-Louis Desjoyaux	< 5 %	entre 10 et 15 %	< 5 %	entre 10 et 15 %
Catherine Jandros	< 5 %	entre 15 et 20 %	< 5 %	entre 15 et 20 %
Pierre-Louis Desjoyaux	< 5 %	entre 5 et 10 %	< 5 %	entre 5 et 10 %
Lazard Frères Gestion	> 5 %	entre 5 et 10 %	> 5 %	entre 5 et 10 %
Public (hors DEFI, hors Lazard Frères Gestion, hors Royce & Associates)	> 20 %	> 20 %	> 20 %	> 20 %

La répartition du capital social et des droits de vote présentés ci-dessus est établie selon la liste des actionnaires nominatifs ainsi qu'au vu des notifications de franchissements de seuils communiqués à la Société, à savoir:

- Le 17 février 2010, Royce & Associates, LLC (745 Fifth Avenue, New York, NY 10150, États-Unis) a déclaré détenir 465 666 actions Piscines Desjoyaux représentant autant de droits de vote, soit 5,18 % du capital et des droits de vote de cette société.
- Le 25 juillet 2011, la société Lazard Frères Gestion (25, rue de Courcelles, 75008 Paris.), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir détenir, pour le compte desdits fonds, 452 071 actions Piscines Desjoyaux représentant autant de droits de vote, soit 5,03 % du capital et des droits de vote de cette société.
- Le 5 octobre 2012, la société Royce & Associates, LLC (745 Fifth Avenue, New York, NY 10150, États-Unis) agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 2 octobre 2012, le seuil de 5 % du capital et des droits de vote de la société Piscines Desjoyaux et détenir, pour le compte desdits fonds, 31 000 actions.



16.2 Opérations sur les actions de la société

16.2.1 Option de souscription d'actions et d'achat d'action

Néant

16.2.2 Programme de rachat par la société de ses propres actions

En application des dispositions de l'article L. 225-211 alinéa 2 du Code de Commerce et dans le cadre de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 septembre 2010, nous vous informons que le Conseil d'Administration de la Société a mis en place un contrat de liquidité dont la gestion a été confiée à notre listing sponsor, la société Portzamparc, et qui a procédé aux opérations ci-après détaillées au cours de l'exercice clos le 31 août 2013 :

Début du contrat de liquidité: 7 mars 2011

Moyens affectés au contrat de liquidité: 200 000 €

- nombre de titres achetés au cours de l'exercice 2012-2013 : 54 820
- nombre de titres vendus au cours de l'exercice 2012-2013: 43 802
- cours moyen des achats: 4,6751 €
- montant des frais de négociation: 0
- montant du forfait annuel au titre d'un contrat de liquidité de marché: 16981,12 € HT
- nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice: 28 260 actions

16.2.3 Attribution d'actions gratuites

La société n'a pas mis en place de plan d'attribution d'actions gratuites.

16.2.4 Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous informons de ce qu'aucune part de notre capital n'est détenue par des salariés de notre société dans le cadre d'une gestion collective ou dont les intéressés n'ont pas la libre disposition.

En application de l'article L. 225-129-6 alinéa 2 du Code de commerce, une assemblée générale extraordinaire s'est prononcée sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 3332-18 et suivants du Code du travail. Une assemblée générale extraordinaire devrait se prononcer à nouveau sur la question en janvier 2016.

16.2.5 Délégation en cours de validité

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 18 janvier 2013, l'assemblée générale a donné tous pouvoirs au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à l'effet de:

- procéder, conformément à l'article L 225-209 du Code de commerce à des rachats d'actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social.
- passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment en vue de la tenue des registres d'achats et ventes d'actions;
- remplir toutes autres formalités, et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire en vue de la parfaite exécution de cette opération.

Nous vous proposons d'autoriser à nouveau la Société conformément à l'article L 225-209 du Code de commerce à des rachats d'actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme, aux seules fins d'animer le cours par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Le nombre d'actions à acquérir serait limité au plafond légal de 10 % du capital social.

Le prix unitaire maximum net d'achat des actions, hors frais, ne serait pas supérieur à 12 €. En conséquence, le montant maximum que la société serait susceptible de payer dans l'hypothèse d'achat au prix maximum de 12 € s'élèverait à 10 781 390 €, sur le fondement du capital social au 7 février 2014.

Les rachats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, en une ou plusieurs fois, y compris en période d'offre publique, et notamment par voie d'achat de blocs de titres ou par applications hors marché et ce pendant une nouvelle période de 18 mois.

Si vous adoptez le principe de cette résolution, il conviendra de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet de:

- passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment en vue de la tenue des registres d'achats et ventes d'actions;
- remplir toutes autres formalités, et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire en vue de la parfaite exécution de cette opération.

Le Conseil d'Administration devrait, si vous adoptez cette résolution, vous rendre compte chaque année de l'usage de cette autorisation.



16.3 Desjoyaux en Bourse

16.3.1 Evolution du cours de bourse



16.3.2 Informations boursières

- Cours moyen du titre échangé au cours de l'exercice 2012/2013 : 4,81 €
- Cours moyen pondéré par les volumes au cours de l'exercice 2012/2013 : 4,69 €
- Calcul du cours moyen (pondéré par les volumes du 01/09/2012 au 31/08/2013) = capitaux échangés/volume de titres échangés
- Nombre de titres échangés sur l'exercice 2012/2013 : 1 004 216 titres
- Capitalisation boursière au 31 août 2013 : 37 734 866 €

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

M. Jean-Louis DESJOYAUX

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications (en €)	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/13
1. SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE (€)					
a/ Capital social	6 940 520	6 940 520	6 940 520	6 940 520	6 940 520
b/ Nombre d'actions émises	8 984 492	8 984 492	8 984 492	8 984 492	8 984 492
c/ Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
2. RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTIVES					
a/ Chiffre d'affaires hors taxes	4 521 871	4 857 634	5 105 992	3 911 594	4 069 307
b/ Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	7 392 356	4 757 307	6 474 092	4 919 636	7 379 541
c/ Impôts sur les bénéfices	232 850	527 680	659 707	364 380	394 156
d/ Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	5 842 804	2 813 789	4 618 164	4 585 378	4 631 162
e/ Montant des bénéfices distribués	3 054 727	4 312 556*	4 582 091	4 582 091	4 582 091
3. RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION					
a/ Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	0,80	0,47	0,64	0,50	0,77
b/ Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,65	0,31	0,51	0,51	0,52
c/ Dividende versé à chaque action	0,34	0,48	0,51	0,51	0,51
4. PERSONNEL					
a/ Nombre de salariés	10	11	11	11	11
b/ Montant de la masse salariale	472 302	515 808	552 623	465 661	503 650
c/ Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales)	328 752	323 738	292 257	302 743	303 643

* Dividendes prélevés sur les réserves à hauteur de 1 498 767€

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 Août 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société PISCINES DESJOYAUX S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2- Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants:

La société PISCINES DESJOYAUX procède à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéfinie, lorsqu'il existe un indice de perte de valeur et au moins une fois par an, selon les modalités décrites dans les notes 1.2.2 et 1.3.2 des comptes consolidés. Nous avons revu les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3- Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Villars et Saint-Etienne, le 20 décembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

SECA FOREZ
Pierre Gerard

MICHEL TAMET & ASSOCIÉS
Michel Tamet



BILAN CONSOLIDÉ ET ANNEXES
Au 31 Août 2013



TABLES DES MATIÈRES

1	Situation Financière	34
2	Résultat consolidé	35
2.1	Etat du résultat global	35
2.2	Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres	35
3	Tableau des flux de trésorerie consolidés	36
4	Tableau de variation des capitaux propres	37
5	Entité présentant les états financiers	37
6	Règles et méthodes comptables	37
6.1	Bases de préparation des états financiers consolidés	37
6.2	Normes, amendements et interprétation appliqués	38
6.3	Présentation des états financiers	38
6.4	Méthode de consolidation	38
6.5	Conversion des opérations libellées en monnaies étrangères	39
6.6	Ecart d'acquisition	39
6.7	Immobilisations incorporelles	39
6.7.1	Frais de recherche et développement	39
6.7.2	Autres immobilisations incorporelles	39
6.8	Immobilisations corporelles	39
6.9	Test de perte de valeur des actifs immobilisés	40
6.10	Actifs financiers	40
6.11	Titres auto-détenus	40
6.12	Stocks	41
6.13	Clients et autres créances d'exploitation	41
6.14	Trésorerie et placements	41
6.15	Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	41
6.16	Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages postérieurs à l'emploi	41
6.16.1	Régimes à cotisations définies	41
6.16.2	Régimes à prestations définies	41
6.17	Provisions pour risques et charges	41
6.18	Instruments dérivés	42
6.19	Produits des activités ordinaires	42
6.20	Impôts sur les bénéfices	42
6.21	Informations sectorielles	42
6.22	Résultats par action	42
6.23	Incertitudes relatives aux estimations à la date de clôture	42
7	Evolution du périmètre de consolidation	43
7.1	Périmètre de consolidation	43
7.2	Principales variations du périmètre de consolidation	43
8	Informations sectorielles	43
9	Résultat opérationnel	44
9.1	Produits des activités ordinaires	44
9.1.1	Répartition du Chiffre d'affaires France et Export	44
9.1.2	Autres produits de l'activité	44
9.2	Charges de personnel	44
9.2.1	Composition des charges de personnel	44
9.2.2	Effectif à la clôture par catégorie de personnel	44
9.2.3	Rémunération des organes de directions	44
9.3	Charges externes	44
9.4	Dotations nettes aux amortissements et provisions pour dépréciations	45
9.5	Reprise sur provisions stock	45
9.6	Autres charges et produits	45
9.6.1	Autres produits et charges d'exploitation	45
9.6.2	Autres charges opérationnelles	45
9.7	Coût de l'endettement financier net	45



9.8	Autres produits et charges financiers	45
9.9	Activité cédée	45
10	Impôts sur les bénéfices	46
10.1	Intégration fiscale	46
10.2	Analyse de la charge d'impôt	46
10.3	Impôts différés	46
10.4	Analyse de l'écart entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé	47
11	Résultat par action	47
12	Ecart d'acquisition	48
12.1	Liste des écarts d'acquisition	48
12.2	Evaluation des écarts d'acquisitions	48
13	Immobilisations incorporelles	49
13.1	Variations des immobilisations incorporelles	49
13.2	Dépréciation d'actifs	49
14	Immobilisations corporelles	50
15	Immeuble de placement	50
16	Actifs financiers non courants	51
17	Stocks et encours	51
18	Créances Clients et autres créances	51
19	Actifs financiers de transaction et risque de marché	51
19.1	Actifs financiers de transactions	51
19.2	Risque de marché	51
19.3	Effet juste valeur	51
20	Trésorerie et équivalent de trésorerie	52
20.1	Trésorerie nette	52
20.2	Effet juste valeur	52
21	Capitaux propres	52
21.1	Variation des capitaux propres consolidés	52
21.2	Capital social	52
21.3	Dividende versé	52
21.4	Titres d'auto-contrôle	53
22	Régime de retraite et indemnités de cessations de service / avantage au personnel	53
23	Détail des Provisions non courantes	53
24	Dettes financières à long, moyen et court terme	54
24.1	Etats des dettes financière à long, moyen et court terme	54
24.2	Détail des dettes financières long et moyen terme	54
24.3	Risques liés aux instruments financiers	54
24.3.1	Risque de liquidité	54
24.3.2	Risque de taux	54
24.3.3	Risque de change	55
25	Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	55
26	Engagements hors bilan	55
26.1	Cautions données	55
26.2	Contrats de locations	55
26.2.1	Contrats de locations financement	55
26.2.2	Contrats de locations simple	55
27	Parties liées	56
28	Autres informations	56
28.1	Passifs éventuels	56
28.2	Evénements postérieurs à la clôture	56
28.3	Honoraires versés aux commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31 août 2013	56
29	Liste des sociétés consolidées	57



I. SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF EN k€	Notes	31/08/2013	31/08/2012
Ecarts d'acquisition nets	12	1 132	1 152
Immobilisations incorporelles nettes	13	2 224	2 734
Immobilisations corporelles nettes	14	55 546	57 051
Immeuble de placement	15	420	
Autres actifs financiers non courants	16	241	333
Titres mis en équivalence		66	61
Actifs d'impôts différés	10.3	100	42
Actifs non courants		59 730	61 373
Stocks nets	17	12 277	12 162
Créances clients et autres créances nettes	18	11 352	13 696
Actifs financiers de transaction	19	0	994
Impôts courants		745	696
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.1	21 535	22 115
Actifs détenus en vue d'être cédés		0	0
Actifs courants		45 910	49 663
TOTAL ACTIF		105 640	111 036

PASSIF EN k€	Notes	31/08/2013	31/08/2012
Capital social	21.2	6 941	6 941
Primes d'émission	4	1 181	1 181
Réserves consolidées liées au capital	4	52 289	53 993
Résultat net	4	1 967	3 046
Total des Capitaux Propres	4	62 378	65 161
Dont intérêts minoritaires	4	104	93
Capitaux Propres - Part du Groupe	4	62 274	65 068
Dettes financières à long et moyen terme	24.2	21 825	22 467
Autres passifs financiers			
Avantage du personnel	22	513	369
Provisions - non courant	23	19	19
Passifs d'impôts différés	10.3	3 853	2 977
Passifs non courants		26 210	25 832
Part à moins d'un an des dettes financières	24.1	6 184	6 253
Concours bancaires	20.1	420	1 988
Passifs financiers dérivés	24.3.2	132	285
Dettes fournisseurs et autres dettes	25	10 304	11 511
Impôts courants		13	4
Passif courants		17 053	20 041
TOTAL PASSIF		105 640	111 036



2. RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2.1 - État du résultat net

Données en k€	Notes	31/08/2013	31/08/2012
Chiffres d'affaires	9.1.1	68 198	74 744
Autres produits de l'activité	9.1.2	559	445
Produits des activités ordinaires	9.1	68 757	75 189
Achats consommés		<30 387>	<32 993>
Marges sur achats consommés		37 811	41 751
Charges de personnel	9.2	<11 544>	<12 743>
Charges externes	9.3	<14 331>	<15 238>
Impôts et taxes		<1 567>	<1 837>
Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur	9.4	<6 001>	<6 460>
Dotations nettes aux provisions et dépréciations hors stock	9.4	<215>	52
Dotations nettes aux dépréciations sur stock	9.5	<3>	0
Autres charges et produits d'exploitation	9.6.1	<275>	<101>
Résultat opérationnel courant		4 434	5 868
Autres charges opérationnelles	9.6.2.	<592>	0
Résultat opérationnel		3 842	5 868
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.7	288	326
Coût de l'endettement financier brut	9.7	<948>	<1 170>
Coût de l'endettement financier net	9.7	<660>	<844>
Autres produits et charges financiers	9.8	260	81
Résultat avant impôts		3 442	5 105
Charges d'impôt sur le résultat	10.2	<1 480>	<2 010>
Activité cédée	9.9	0	<52>
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence		5	2
RÉSULTAT NET		1 967	3 046
- part du groupe		1 958	3 037
- intérêts minoritaires		9	9
Résultat par action en €	II	0,22	0,34

2.2 - État du résultat global et gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres

En k€	31/08/13	31/08/2012
Résultat Net	1 967	3 046
Autres éléments du résultat global (OCI)		
Ecart de conversion	- 114	- 95
Correction d'erreurs sur période antérieure	0	- 530
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	0	0
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	0	0
Impôts	0	0
Total des autres éléments du résultat global recyclables	- 114	- 625
Réévaluation des immobilisations	0	0
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	0	0
Total des autres Eléments du résultat global non recyclables	0	0
Résultat global	1 853	2421
Dont part groupe	1 844	2 412
Dont intérêts minoritaires	9	9



3. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Données en k€	Notes	31/08/2013	31/08/2012
RESULTAT NET CONSOLIDÉ		1 967	3 046
Part de résultat des sociétés mises en équivalence		- 5	- 1
Dotations nettes aux amortissements et provisions		6 115	6 580
Gains et pertes latents liés aux variations de juste-valeur		- 153	120
Autres produits et charges calculés		0	0
Plus ou moins values de cession		426	50
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier		8 350	9 795
Coût de l'endettement financier net	9.7	660	844
Charges d'impôt de la période, y compris impôts différés	10.2	1 480	2 010
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		10 490	12 649
Charges d'impôts, hors impôts différés		- 700	- 1 424
Variation du BFR lié à l'activité		1 016	- 1 880
Flux net de trésorerie généré par l'activité		10 806	9 345
Décaissement/acquisition immos incorporelles	13	- 90	- 459
Décaissement/acquisition immos corporelles	14	- 4 773	- 7 240
Encaissement/cession d'immos corporelles et incorporelles		20	107
Décaissement/acquisition immos financières		- 61	- 120
Décaissements/acquisitions/placements		0	0
Encaissement/cession d'immos financières		99	13
Trésorerie nette/acquisitions et cessions de filiales		0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		- 4 805	- 7 699
Augmentation de capital ou apports		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		- 4 573	- 4 582
Dividendes versés aux minoritaires		- 17	- 32
Encaissement provenant d'emprunts		5 942	3 810
Coût de l'endettement financier net	9.7	- 660	- 844
Remboursements d'emprunts		- 6 679	- 6 484
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		- 5 987	- 8 132
Variations de trésorerie nette		14	- 6 486
Reclassement de trésorerie ⁽¹⁾	19.1	994	- 83
Incidence variations du taux de change		- 17	8
Trésorerie à l'ouverture		20 125	26 687
Trésorerie à la clôture	20.1	21 115	20 125

⁽¹⁾ Il s'agit d'un encaissement d'un actif financier de transaction existant au 31 août 2012.



4. TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Données en k€	Capital	Prime d'émission	Réserves Consolidées	Résultat consolidé	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres Totaux
Au 1 ^{er} septembre 2011	6 941	1 181	54 693	4 660	67 391	113	67 504
Dividendes versés			78	- 4 660	- 4 582	- 32	- 4 614
Résultat de l'exercice				3 046	3 036	9	3 045
Opérations sur titres d'auto contrôle			- 85		- 85		- 85
Résultats enregistrés directement dans les capitaux propres							
Ecart de conversion			- 95		- 95		- 95
Correction d'erreur sur période antérieure			- 530		- 530		- 530
Autres variations			- 66		- 66		- 66
Au 31 août 2012	6 941	1 181	53 995	3 046	65 068	93	65 161
Au 1 ^{er} septembre 2012	6 941	1 181	53 995	3 046	65 068	93	65 161
Dividendes versés			- 1 553	- 3 046	- 4 582	- 17	- 4 599
Résultat de l'exercice				1 967	1 958	9	1 967
Opérations sur titres d'auto-contrôle			- 40		- 40		- 40
Résultats enregistrés directement dans les capitaux propres							
Ecart de conversion			- 114		- 114		- 114
Autres variations			3		- 14	17	3
Au 31 août 2013	6 941	1 181	52 289	1 967	62 274	104	62 378

5. ENTITÉ PRÉSENTANT LES ÉTATS FINANCIERS

Piscines Desjoyaux SA est une société domiciliée en France. Son siège social est situé 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse. Les états financiers consolidés de la société Piscines Desjoyaux S.A., pour l'exercice clos au 31 août 2013 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme "le Groupe" et chacune individuellement comme "les entités du Groupe") et la quote-part du groupe dans les entreprises associées.

Créé dans les années soixante-dix, le groupe Piscines Desjoyaux S.A. conçoit, fabrique et commercialise des piscines et ses produits dérivés. La société a forgé son succès sur la piscine standard familiale, "prête à plonger".

Les comptes annuels consolidés au 31 août 2013, ci-joints, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration, en date du 6 décembre 2013, et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale le 7 février 2014.

6. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

6.1. Bases de préparation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 août 2013 ont été établis en conformité au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes et présentés conformément à la norme IAS 1 révisée.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros et ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 6 décembre 2013. Conformément à la législation française, ils seront considérés comme définitifs lorsqu'ils auront été approuvés par les actionnaires de Piscines Desjoyaux lors de l'Assemblée Générale annuelle convoquée en janvier 2014.

Le Groupe a appliqué dans ses états financiers consolidés clos au 31 août 2013 les mêmes principes comptables et méthodes d'évaluation qu'au 31 août 2012.

Il n'a par ailleurs été identifié aucun élément de nature à remettre en question le principe de continuité d'exploitation préconisé par IAS 1. Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers détenus à des fins de transaction évalués à la juste valeur.



6.2. Normes, amendements et interprétation appliqués

Les principes retenus, pour l'établissement des états financiers consolidés au 31 août 2013, résultent de l'application de toutes les normes d'interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2012.

Les nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à partir des comptes ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 à savoir :

- IAS 1 : - Amendement Présentation des autres éléments du résultat global, publié en juin 2011 et adopté en juin 2012 (cf §2.2),
- IAS 12: Amendement Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents, publié en décembre 2010 et adopté en décembre 2012,
- IAS 19 révisée : révision de la norme Avantages du personnel, publiée en juin 2011 et adoptée en juin 2012,
- IFRS 1 : Amendement Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les premiers adoptants, publié en décembre 2010 et adopté en décembre 2012 ,
- IFRS 1 : Amendement Prêts publics, publié en mars 2012 et adopté en mars 2013,
- IFRS 7 : Amendement Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers, publié en décembre 2011 et adopté en décembre 2012,
- IFRS 13: Nouvelle norme, Évaluation de la juste valeur, publiée en mai 2011 et adoptée en décembre 2012,
- Améliorations des IFRS - Lot d'amendements du cycle 2009 - 2011, publié en mai 2012 et adopté en mars 2013 ; - IFRIC 20 - Nouvelle interprétation, Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert, publiée en octobre 2011 et adoptée en décembre 2012.

n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes, amendements et interprétations publiées par l'Union Européenne qui seront obligatoires pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 :

- IAS 27 révisée, Etats financiers individuels
- IAS 28 révisée : Participations dans les entités associées et joint-ventures
- IAS 32 : compensation d'actifs et passifs financiers
- IFRS 10 : Etats financiers consolidés
- IFRS 11 : Partenariats
- IFRS 11 : Amendements – Guide de première application
- IFRS 12 : Informations sur les participations dans d'autres entités
- IFRS 12 : Amendements – Guide de première application

Le Groupe n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers du fait de l'adoption de ces normes et interprétations.

6.3. Présentation des états financiers

Le Groupe présente ses états financiers selon les principes contenus dans la norme IAS 1 révisée "Présentation des états financiers".

- Le Groupe procède à la ventilation de ses actifs et passifs en courants et non courants ;
- Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité, dont on s'attend à une réalisation ou un règlement dans les douze mois suivant la date de clôture, sont classés en courants ;
- Les actifs immobilisés sont classés en non courants ;
- Les actifs financiers sont ventilés en courants ou non courants ;
- Les dettes financières, devant être réglées dans les 12 mois suivant la date de clôture de l'exercice, sont classées en courants ;
- Inversement, la part des dettes financières, dont l'échéance est supérieure à 12 mois, est classée en passif non courant ;
- Les provisions, entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée et la part à moins d'un an des autres provisions pour risques et charges, sont classées en courants. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en tant que passifs non courants ;
- Les impôts différés sont présentés en totalité en actifs et passifs non courants.

6.4. Méthode de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle de la société.

Toutes les sociétés consolidées le sont par la méthode de l'intégration globale (à l'exception de Piscines et Spa du Médoc société mise en équivalence non significative dans le périmètre de consolidation) et sur la base de comptes arrêtés à la date de clôture du Groupe et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du groupe.

Les méthodes comptables du groupe sont homogènes.

Les ajustements consécutifs à des erreurs significatives sont comptabilisés de manière rétrospective. En cas d'erreur, doivent être mentionnés la nature de l'erreur et le montant des ajustements pour chaque ligne concernée des états financiers et le montant de l'ajustement du résultat par action. À des fins de simplification de la présentation de l'information financière, l'information comparative donnée ne tient pas compte des corrections d'erreurs. Ces corrections d'erreurs sont présentées à la note 2.2 tant pour leur impact sur les réserves consolidées que pour leur impact sur la situation financière.

La liste et les méthodes de consolidation de l'ensemble des sociétés consolidées, pour l'exercice clos le 31 août 2013, sont présentées en annexe, en note 29.



6.5. Conversion des opérations libellées en monnaies étrangères

Les actifs et passifs d'une activité à l'étranger, y compris l'écart d'acquisition et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis en € en utilisant les cours de change moyen. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en capitaux propres. Ces écarts sont comptabilisés en réserve de conversion.

6.6. Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'écart déterminé à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs et passifs identifiables de la société acquise. Conformément aux dispositions d'IFRS 3, les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, ou en cas d'indice de perte de valeur.

Après leur comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition sont évalués au coût historique, diminués du cumul des éventuelles pertes de valeur.

6.7. Immobilisations incorporelles

6.7.1 Frais de recherche et développement

Le Groupe a pour ambition d'améliorer sans cesse la qualité de ses produits et de répondre aux besoins de sa clientèle. Pour ce faire, le service "recherche et développement" engage en permanence de nouveaux projets. Chaque projet fait l'objet d'un dossier de suivi. Les dépenses effectuées, pour chaque dossier, pendant la phase de recherche sont comptabilisées en charge. Conformément à IAS 38, les coûts engagés en phase de développement sont portés à l'actif. Ils sont amortis sur une durée de 5 ans en linéaire.

6.7.2 Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des droits au bail et des fonds de commerce des boutiques de commercialisation en France et des logiciels informatiques.

Les immobilisations incorporelles acquises sont enregistrées au coût historique, diminuées du cumul des amortissements linéaires et des pertes de valeur éventuelles.

Compte tenu du caractère indéfiniment recouvrable des droits au bail et fonds de commerce des boutiques de commercialisation en France, leur durée d'utilité ne peut être déterminée. Ils ne sont donc pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur conformément à IAS 36.

Ces immobilisations incorporelles sont amorties linéairement selon leur durée d'utilité suivante :

Nature des biens	Durée d'utilité
Logiciels	1 à 7 ans
Brevets	10 ans
Frais de dépôts de brevet	5 ans
Droit au bail et fonds de commerce	Non amortis

6.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût historique, diminuées du cumul des amortissements linéaires et des pertes de valeur éventuelles. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus sur la base du coût d'acquisition, déduction faite de la valeur résiduelle. Sauf cas particulier, les valeurs résiduelles sont nulles. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.

Nature des biens	Durée d'utilité
Constructions	15 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 25 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 30 ans

Les frais d'entretiens et réparations sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Conformément à IAS 17, les biens, dont le Groupe a la disposition par contrat de location financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidés comme s'ils avaient été acquis par emprunt. En conséquence, les biens financés de cette manière sont portés à l'actif et un emprunt est inscrit au passif.

Les biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée, de manière similaire aux autres immobilisations de même nature.

Immeubles de placement :

Il s'agit des biens immobiliers détenus par le groupe pour en tirer des loyers auprès de tiers extérieurs au groupe. Ils sont évalués selon le modèle du coût amorti, c'est-à-dire au coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.



6.9. Test de perte de valeur des actifs immobilisés

- Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ne sont pas amortis mais soumis à un test de dépréciation à chaque clôture annuelle, et chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'ils ont pu perdre notablement de leur valeur. Les valeurs comptables des autres actifs immobilisés font également l'objet d'un test de dépréciation, chaque fois que les événements ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif ou du groupe d'actifs à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.
- La valeur recouvrable est déterminée pour un actif individuellement, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, comme pour les écarts d'acquisition, la valeur recouvrable est déterminée au niveau de l'unité génératrice de trésorerie. La définition des unités génératrices de trésorerie ou groupe d'unité génératrice de trésorerie repose sur les caractéristiques de métier, de marché ou de segmentation géographique.
- Piscines Desjoyaux a retenu comme unités génératrices de trésorerie les unités suivantes:
 - Commercialisation en direction des particuliers pour la France: chacune des entités responsables de la commercialisation sur une zone géographique;
 - Commercialisation monde: chacune des entités présentes dans le pays considéré;
 - La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie - UGT) et de sa cession. Le taux d'actualisation avant impôt retenu reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT);
 - S'il n'existe ni accord de vente irrévocable, ni marché actif, la juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou d'une UGT) lors d'une opération, dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts d'opération. Ces valeurs sont déterminées à partir d'éléments de marché (comparaison avec des sociétés cotées similaires, valeur attribuée lors d'opérations récentes et cours boursiers);
 - Lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur est enregistrée. Lorsqu'elle concerne une unité génératrice de trésorerie, elle est imputée en priorité sur les goodwill rattachés à cette unité génératrice de trésorerie.

6.10. Actifs financiers

Conformément à la norme IAS 32 et 39 "instruments financiers", les actifs financiers sont classés en quatre catégories selon leur nature et l'intention de détention:

- les actifs détenus jusqu'à l'échéance;
- les actifs évalués en juste valeur par résultat;
- les actifs disponibles à la vente;
- les prêts et créances.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance: il s'agit d'actifs non dérivés à date d'échéance et à revenus fixes acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode de taux d'intérêt effectif.

Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute décote ou prime lors de l'acquisition, sur la période allant de l'acquisition à l'échéance de remboursement. Les profits et pertes sont portés en résultat lorsque les actifs sont sortis ou lorsqu'ils perdent de la valeur, ainsi qu'au travers du processus d'amortissement.

Le Groupe ne dispose pas, à ce jour, de ce type d'actif.

Prêts et créances: Les prêts et placements à long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Au bilan, les prêts et créances sont présentés dans la rubrique "autres actifs financiers non-courants".

Actifs évalués en juste valeur par résultat: ils représentent des actifs détenus à des fins de transaction, c'est à dire les actifs acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme, ou des actifs financiers classés dans cette catégorie dès leur comptabilisation initiale. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Actifs disponibles à la vente: Les titres disponibles à la vente sont des actifs financiers, non dérivés, qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui n'ont pas été classés dans une des trois autres catégories d'actifs décrites ci-dessus.

Ce sont des titres de sociétés sur lesquels le groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable.

Ils sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés en capitaux propres.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont présentés dans la rubrique "actifs détenus en vue d'être cédés".

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

6.11. Titres auto-détenus

Indépendamment de l'objectif fixé, tous les titres d'autocontrôle sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Les éventuels profits ou pertes au titre de la dépréciation, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'actions propres, sont imputés sur les capitaux propres.



6.12. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de production et de leur valeur nette probable de négociation. La méthode de valorisation utilisée dans le Groupe est le coût moyen pondéré.

Les stocks comprennent tous les coûts d'achat, coûts de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks sur leur lieu de vente et dans l'état où ils se trouvent, hors frais financiers.

6.13. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs courants évalués à la juste valeur lors de leur comptabilisation. Cette dernière correspond, en règle générale, à la valeur nominale. Ces créances sont évaluées, à chaque clôture, au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur liées aux risques éventuels de non-recouvrement.

6.14. Trésorerie et placements

La trésorerie correspond aux soldes bancaires, ainsi qu'aux caisses.

Les concours bancaires sont classés au passif sur une ligne distincte des emprunts et dettes financières.

Les équivalents de trésorerie sont des OPCVM qui correspondent à des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières de placement sont, selon IAS 39, évaluées à la juste valeur à chaque clôture.

Cette juste valeur correspond, soit au cours constaté à la date de clôture, soit à la valeur liquidative pour les actifs de trésorerie placés dans les OPCVM. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat financier.

6.15. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente ou d'un échange contre d'autres actifs et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable.

Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupes d'actifs. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Une activité abandonnée est définie comme un composant de l'entreprise faisant l'objet d'une cession, et qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

- représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte ;
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique principale et distincte ;
- est une filiale acquise uniquement dans le but de la revente.

Les éléments, du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées, sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées.

6.16. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages postérieurs à l'emploi

6.16.1 Régimes à cotisations définies

Le groupe comptabilise en charges les cotisations de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel.

6.16.2 Régimes à prestations définies

Les estimations des obligations du Groupe, au titre des indemnités de cessation de service, sont calculées, conformément à la norme IAS 19 "avantages du personnel", annuellement, en utilisant la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation de 3,1 % au 31 août 2013. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Les salaires ont été projetés en tenant compte d'une évolution annuelle au taux moyen de 1,02 % qui tient compte à la fois des augmentations générales et individuelles.

Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur, à la date de clôture de l'exercice.

La charge de l'exercice est ventilée en résultat opérationnel et résultat financier.

6.17. Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite), résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques pour le Groupe. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif. La provision est estimée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.



6.18. Instruments dérivés

Le groupe procède à des couvertures de taux d'intérêt afin de gérer son risque de taux et de maîtriser le coût global de sa dette, sans risque spéculatif.

L'ensemble des instruments de couverture est comptabilisé au bilan à l'actif en "autres actifs financiers non courants" et au passif en "passif financiers dérivés".

L'instrument financier de couverture est évalué, conformément à IAS 39, à la juste valeur à chaque clôture. Cette juste valeur correspond au coût éventuel de sortie du Swap.

La variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sur la ligne "autres produits et charges financières" compte tenu du fait que cet instrument de couverture est qualifié d'inefficace au regard de IAS 39.

6.19. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées, dans le cadre normal de leur activité, après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés, si le vendeur ne conserve ni participation à la gestion ni contrôle effectif sur les biens cédés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc, après déduction des rabais commerciaux, remises ou escomptes.

6.20. Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du groupe, corrigé de la fiscalité différée.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actifs et de passifs et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base du dernier taux d'impôt connu.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 "impôts sur le résultat", les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable. Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que si leur récupération est plus probable qu'improbable. A chaque clôture, les impôts différés sont revus pour tenir compte, le cas échéant des incidences de la législation fiscale et des perspectives de recouvrements. La contribution additionnelle d'IS de 3% sur les dividendes versées est également comptabilisée en charge d'impôt sur les résultats mais n'est pas prise en compte pour le calcul des impôts différés.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation. Au bilan, le groupe compense par société les actifs et passifs d'impôts différés. Les impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les crédits d'impôt recherche sont enregistrés conformément à la norme IAS 20 en subvention et figurent dans le résultat opérationnel sur la ligne "Autres produits de l'activité".

Le produit à recevoir concernant le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (C.I.C.E.) (calculé sur la base des salaires y donnant droit et versés au cours de l'exercice) pour le groupe s'élève à un montant de 114 k€ pour l'exercice clos au 31 août 2013. Ce montant a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

La charge de CVAE est qualifiée par le groupe de charge opérationnelle et figure dans la rubrique d'impôts et taxes dans l'état du résultat global.

6.21. Informations sectorielles

Un secteur opérationnel est une composante d'une entité :

- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance,
- et pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Selon "l'approche de la direction", le groupe présente l'information sectorielle suivante :

- activité Piscines,
- autres activités.

6.22. Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice. Le résultat dilué est égal au résultat de base par action, car il n'existe pas dans le groupe d'actions potentielles dilutives.

Voir également la note 11.

6.23. Incertitudes relatives aux estimations à la date de clôture

L'établissement des états financiers consolidés, préparés conformément aux normes comptables internationales "IFRS", implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses, jugées réalistes et raisonnables qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines



notes de l'annexe. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

Piscines Desjoyaux revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Elles concernent principalement les provisions et les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la réalisation des tests de valeur sur les actifs et la reconnaissance d'impôts différés actifs.

7. EVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

7.1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe Desjoyaux au 31 août 2013 regroupent les comptes des sociétés, dont la liste est donnée en note 29.

7.2. Principales variations du périmètre de consolidation

• Acquisitions:	Néant
• Créations:	Desjoyaux Piscines 73 : création d'une filiale de commercialisation à Chambéry (73)
• Cessions:	Néant
• Dissolutions:	Fusion absorption de la société Novoplast par la société Forez-Piscines à effet du 12 juillet 2013. Fusion absorption de la société Desjoyaux Piscines 06 par la société Desjoyaux Piscines France (DPF) à effet du 12 juillet 2013. Fusion absorption de la société Desjoyaux Piscines 77 par la société Desjoyaux Piscines France (DPF) à effet du 12 juillet 2013. Fusion absorption de la société Desjoyaux Piscines Lyon par la société Desjoyaux Piscines France (DPF) à effet du 12 juillet 2013.
• Augmentation du pourcentage d'intérêt :	Néant

8. INFORMATIONS SECTORIELLES

Selon l'approche de la direction, le groupe présente l'information sectorielle suivante:

- Activité piscines
- Autres activités

L'organisation interne du groupe Desjoyaux, l'analyse de sa rentabilité et de ses risques conduisent à présenter les secteurs d'activité en tant que premier niveau d'information sectorielle.

Données en k€	ACTIVITÉ PISCINES		AUTRES ACTIVITÉS		TOTAL	
	2012/2013	2011/2012	2012/2013	2011/2012	2012/2013	2011/2012
Produit des activités ordinaires	68 719	75 116	38	73	68 757	75 189
Résultat opérationnel	3 850	5 855	- 7	13	3 842	5 868
Dotation aux amortissements	5 958	6 378	42	82	6 000	6 460
Résultat net	1 978	3 047	- 11	- 1	1 967	3 046
Actifs non courants	59 310	57 950	420	462	59 730	61 373
Investissements industriels	4 865	7 696	0	3	4 865	7 699
Passif courants et non courants	43 011	45 650	252	225	43 263	45 875

Les données de l'exercice précédent ont été modifiées pour corriger une erreur peu significative.

Données en k€	FRANCE		EUROPE		GRAND EXPORT		TOTAL	
	2012/2013	2011/2012	2012/2013	2011/2012	2012/2013	2011/2012	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires	45 311	51 343	12 165	11 066	10 722	12 335	68 198	74 744
Actifs	90 980	96 079	11 933	11 908	2 900	3 049	105 813	111 036
Investissements industriels	3 841	6 035	1 020	1 136	92	528	4 953	7 699



9. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

9.1. Produits des activités ordinaires

9.1.1. Répartition du chiffre d'affaires France et Export

	31 août 2013		31 août 2012		Variation (%)
Chiffre d'affaires France	45 311	66 %	51 344	69 %	- 11,8 %
Chiffre d'affaires Export	22 887	34 %	23 400	31 %	- 2,2 %
Total France et Export	68 198		74 744		- 8,8 %

9.1.2. Autres produits de l'activité

Données en k€	31 août 2013	31 août 2012
Autres produits d'exploitation ⁽²⁾	349	252
Transferts de charge d'exploitation ⁽¹⁾	210	193
Autres produits de l'activité	559	445

⁽¹⁾ Il s'agit principalement de remboursement d'assurance dans le cadre de l'assurance décennale du Groupe ⁽²⁾ dont Crédit d'Impôt Recherche pour 159 k€

9.2. Charges du personnel

9.2.1. Composition des charges du personnel

Données en k€	31 août 2013	31 août 2012
Salaires et traitements	7 831	8 420
Charges sociales	3 397	3 666
Participation des salariés et intéressement	316	657
Total charges du personnel	11 544	12 743

9.2.2. Effectif de clôture par catégorie de personnel

	31 août 2013	31 août 2012
Cadres	73	73
Non cadres	159	166
Total effectif salarié	232	239
Personnel mis à disposition de l'entreprise	2	2
Total effectif	234	241

9.2.3. Rémunération des organes de directions

Les sommes, allouées aux membres des organes d'administrations et de directions, se sont élevées à 160 k€ bruts en 2012-2013 et à 174 k€ bruts en 2011-2012. Aucun crédit n'a été consenti aux membres des organes d'administrations et de directions. Il n'existe pas d'engagement en matière de pension et d'indemnité pour les dirigeants.

9.3. Charges externes

Données en k€	31/08/2013		31/08/2012	
	Montant	% du CA	Montant	% du CA
Sous-traitance	61	0,1 %	8	0,0 %
Frais de publicité	3 256	4,8 %	3 181	4,3 %
Locations	1 378	2,0 %	1 555	2,1 %
Dépenses d'entretien	699	1,0 %	608	0,8 %
Assurances	654	1,0 %	666	0,9 %
Personnel extérieur	120	0,2 %	178	0,2 %
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 547	3,7 %	2 797	3,7 %
Transport	3 390	5,0 %	3 763	5,0 %
Déplacements et missions	856	1,3 %	971	1,3 %
Poste et communications	182	0,3 %	211	0,3 %
Services bancaires	140	0,2 %	160	0,2 %
Etudes et recherches	367	0,5 %	208	0,3 %
Autres charges externes	681	1,0 %	932	1,2 %
Total charges externes	14 331	21,0 %	15 238	20,4 %



9.4. Dotations nettes aux amortissements et provisions pour dépréciations

	31/08/13	31/08/12
Dotations nettes aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	<5 380>	<5 721>
Dotations aux amortissements sur immo. corporelles et incorporelles en locations financières	<621>	<739>
Dotations aux amortissements et perte de valeur	<6 001>	<6 460>
Dotations aux dépréciations sur actifs circulants hors stocks	<101>	<57>
Reprises de dépréciations sur actifs circulants hors stocks	+ 30	+ 229
Dotations aux provisions pour risques et charges	<144>	<19>
Reprises de provisions pour risques et charges	0	+ 3
Autres Dotations aux provisions et dépréciations nettes des reprises	0	<104>
Dotations aux provisions et perte de valeur hors stocks	<215>	+ 52

9.5. Reprise sur provision stock

Données en k€	31/08/13	31/08/12
Reprise sur provision stock	<3>	0
Total	<3>	0

9.6. Autres produits et charges

9.6.1. Autres produits et charges d'exploitation

Données en k€	31/08/13	31/08/12
Résultat de cessions d'actifs	<99>	2
Autres charges et produits opérationnels nets	<176>	<103>
Total	<275>	<101>

9.6.21. Autres charges opérationnelles

Données en k€	31/08/13	31/08/12
Résultat de cessions d'actifs non récurrent ⁽¹⁾	<299>	
Autres charges non récurrentes ⁽²⁾	<293>	
Total	<592>	

⁽¹⁾ Principaux impacts liés à l'arrêt d'activité des sociétés DP77, DPL et DP06, ⁽²⁾ Dont contrôle URSSAF et différence de Cut-off sur assurance.

9.7. Coût de l'endettement financier net

Données en k€	31/08/13	31/08/12
Charges d'intérêts sur opérations de financement	<792>	<979>
Charges financières de locations financières	<156>	<190>
Coût de l'endettement financier brut	<948>	<1 170>
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	288	326
Total du coût de l'endettement financier net	<660>	<844>

9.8. Autres produits et charges financiers

Données en k€	31/08/13	31/08/12
Gain de change	16	67
Perte de change	<26>	<89>
Instruments financiers à la juste valeur	153	<120>
Divers	116	222
Autres produits et charges financiers	260	80

9.9. Activité cédée

Néant sur l'exercice.



10. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

10.1. Intégration fiscale

Le groupe d'intégration fiscale est constitué des sociétés suivantes :

Piscines Desjoyaux SA	Mère
Forez Piscines SAS	Fille
DIF SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 78 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 95 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines St-Etienne SARL	Fille
Desjoyaux Piscines Nantes SARL	Fille
Desjoyaux Piscines France SARL	Fille
Desjoyaux Piscines Caen SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 59 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 31 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 24 SARL	Fille
Desjoyaux Pools International SARL	Fille (depuis le 01/09/2011)

Les économies d'impôts sont constatées directement dans la filiale qui fait bénéficier au Groupe de son déficit fiscal.

L'application du régime d'intégration fiscale a permis au groupe de réaliser une économie d'impôts sur les sociétés de 759 k€ au titre de l'exercice clos au 31 août 2013.

10.2. Analyse de la charge d'impôt

Données en k€	31/08/2013	31/08/2012
Impôts courants ⁽¹⁾	<700>	<1 425>
Impôts différés	<780>	<585>
Total impôts sur le résultat	<1 480>	<2 010>

⁽¹⁾ dont 138 k€ de contribution additionnelle 3 % sur dividendes

10.3. Impôts différés

En k€	31/08/2013	31/08/2012
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS, NETS AU 01/09/N-1	2 935	2 267
Constatés en capitaux propres		78
Constatés en résultat (+ si charges, - si produit)	780	585
Autres	39	0
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS, NETS AU 31/08/N	3 753	2 935
dont : Impôts différés passifs	3 853	2 977
dont : Impôts différés actifs	100	42
En k€	31/08/2013	31/08/2012
Fiscalité sur différences temporaires	109	251
Profits sur stocks	221	325
Provisions pour indemnité de départ à la retraite	175	126
Actif d'impôts liés aux déficits reportables	29	0
Amortissement fonds de commerce	46	
Instruments financiers à la juste valeur	46	98
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS	624	800
Compensation avec ID passifs	- 524	- 758
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS NETS	100	42
Provisions réglementées	2 391	2 385
Dépréciations intra-Groupe	808	391
Locations financières	1 048	823
Imposition différée sur juste valeur sur immobilisations	131	136
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS	4 377	3 735
Compensation avec ID actifs	- 524	- 758
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS, NETS	3 853	2 977



10.4. Analyse de l'écart entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé

	2012/2013	2011/2012
Résultat avant impôt	3 442	5 055
Charge d'impôt théorique	1 185	1 740
Crédit d'impôt recherche	- 55	- 41
Crédit d'impôt Apprentissage		- 2
CICE	- 41	
Crédit Impôt mécénat	- 11	
Déficit non activé sur filiale	370	283
Utilisation bénéfice non activé	- 45	
Impôt différé		
Effet des différences des taux	- 11	- 31
Ecritures non fiscalisées	14	52
Effet des différences permanentes	- 65	- 56
Abandon sur l'exercice de déficits activés à l'ouverture		64
Autres sur contribution dividendes	138	
Charge d'impôt réelle	1 480	2 010
Taux d'impôt théorique	34,43 %	34,43 %
Taux d'impôt réel	43,00 %	39,77 %

II. RÉSULTAT PAR ACTION

Données €	31/08/2013	31/08/2012	31/08/2011	31/08/2010
Résultat net, part du groupe	1 958 288	3 036 398	4 659 629	4 297 419
Nombre d'actions à la fin de la période	8 984 492	8 984 492	8 984 492	8 984 492
Par action (en €)	0,22	0,34	0,52	0,48
Résultat dilué par action	0,22	0,34	0,52	0,48



12. ÉCARTS D'ACQUISITION

12.1. Liste des écarts d'acquisition

EN k€	31/08/2013			31/08/2012		
France	Valeur Brute	Variations et dépréciations	Valeur Nette	Valeur Brute	Variations et dépréciations	Valeur Nette
DP St-Etienne	56		56	56		56
DP 78	122		122	122		122
DP 95	100		100	100		100
Piscines et Spas du Médoc	23		23	23		23
Novoplast	20	<20>	0	20		20
Total France	321	<20>	301	321	0	321
International						
DISA	830		830	830		830
Total International	830		830	830		830
Total Général	1 151	<20>	1 132	1 152		1 152

12.2. Evaluation des écarts d'acquisitions

Des tests de pertes de valeur des UGT (telles que définies dans la note 6.9) ont été réalisés à chaque clôture suivant les principes définis dans la note 6.6. Aucune dépréciation n'a été mise en évidence à la clôture de l'exercice.

Concernant DISA, les principales hypothèses retenues pour le calcul du test de dépréciation de validant la valeur d'utilité des actifs économiques de la filiale sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : CMPC : 9,7 % ;
- Taux de croissance à l'infini : TCI : 1 %
- Le test de dépréciation a été construit avec un prévisionnel approuvé par la direction, réalisé sur trois années.
- Effet de sensibilité du test de dépréciation en fonction du taux d'actualisation (CMPC) et du taux de croissance à l'infini (TCI).

Taux de croissance à l'infini (TCI)

	CMPC				
	10,0%	9,5 %	9,0%	8,5%	8,0%
0,0 %	- 12 %	- 8 %	- 3 %	3 %	9 %
0,5 %	- 8 %	- 3 %	2 %	8 %	15 %
1,0 %	- 3 %	2 %	8 %	15 %	23 %
1,5 %	2 %	8 %	15 %	22 %	31 %



13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

13.1. Variations des immobilisations incorporelles

	31/08/2012			31/08/2013		
	Brut	Amort. et perte de valeur	Net	Brut	Amort. et perte de valeur	Net
Frais de recherche et développement	332	225	107	334	254	81
Concessions Brevets, Licences	6 433	5 355	1 078	6 421	5 522	900
Fonds de commerce	1 010	148	862	803	156	647
Autres immobilisations incorporelles	1 995	1 308	687	2 161	1 564	597
Total	9 770	7 036	2 734	9 719	7 495	2 224

Variations

	Frais de R&D	Concessions Brevets-Licences	Fonds de commerce	Autres	Total
Au 1 ^{er} sept. 2011, valeur nette cumulée	53	1 283	926	351	2 615
Acquisitions	44	6	0	409	459
Sorties de l'exercice		- 2	- 7	0	- 9
Transfert poste à poste	42	- 11	0	332	363
Correction d'erreur				- 201	- 201
Ecart de conversion				20	20
Dotations nettes aux amortis. de l'exercice	- 34	- 198	- 57	- 224	- 513
Au 31 août 2012 valeur nette cumulée	107	1 078	862	687	2 734
Au 1 ^{er} sept. 2012 valeur nette cumulée	107	1 078	862	687	2 734
Acquisitions	2	0	0	90	92
Sorties de l'exercice		0	- 207	- 2	- 209
Transfert poste à poste	0		0	80	80
Ecart de conversion				- 2	- 2
Dotations nettes aux amortis. de l'exercice	- 29	- 178	- 8	- 255	- 470
Au 31 août 2013 valeur nette cumulée	81	900	647	598	2 224

Dont locations financements

En k€	31/08/2013			31/08/2012		
	Brut	Amortissement	Net	Brut	Amortissement	Net
Logiciels	1 690	873	817	1 690	708	982
Total	1 690	873	817	1 690	708	982

13.2. Dépréciation d'actifs

Des tests de perte de valeur des actifs immobilisés ont été réalisés à la clôture, suivant les principes définis dans les notes 6.7.2 et 6.9.

- La valeur retenue, concernant les valorisations des fonds de commerce, est la valeur vénale. Cette dernière est déterminée d'après un panel de transactions récentes (ventes de fonds de commerce de concessionnaires Desjoyaux, réalisées dans le groupe et hors du groupe).
- Ceci conduit le groupe Desjoyaux à comptabiliser une provision de <52 k€>, sur l'exercice, concernant ces actifs.



14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

En k€	31/08/2012			31/08/2013		
	Brut	Amort. et perte de valeur	Net	Brut	Amort. et perte de valeur	Net
Terrains et agencements	6 274		6 274	6 270		6 270
Constructions et agencements	22 285	7 761	14 524	26 167	8 660	17 507
Instal. Matériels et outillages industriels	56 455	33 306	23 149	57 833	36 587	21 246
Autres immobilisations corporelles	19 192	6 088	13 104	16 946	6 424	10 523
Total	104 206	47 155	57 051	107 216	51 670	55 546

Variations

En k€	Terrains et agencements	Constructions et agencements	Instal. Matériels Outillages Industriels	Autres	Immo. en cours	Total
Au 1 ^{er} sept. 2011 valeur nette cumulée	5 885	15 256	24 495	4 361	6 119	56 117
Acquisitions	368	11	707	587	5 567	7 240
Sorties de l'exercice	0	- 2	- 50	- 97	0	- 149
Dotations aux amortissements de l'exercice	0	- 891	- 4 404	- 653		- 5 948
Transfert de poste à poste	- 11	- 5	2 401	113	- 2 861	- 363
Ecart de conversion	32	155	0	-10	- 22	155
Au 31 août 2012 valeur nette cumulée	6 274	14 524	23 149	4 301	8 803	57 051
Au 1 ^{er} sept. 2012 valeur nette cumulée	6 274	14 524	23 149	4 301	8 803	57 051
Acquisitions	8	83	264	348	4 071	4 773
Sorties de l'exercice	0	0	0	- 142	0	- 142
Dotations aux amortissements de l'exercice	0	- 950	- 3 770	- 760		- 5 479
Transfert de poste à poste	0	4 153	1 603	131	- 5 976	- 89
Reclassement immeubles de placement		- 245		- 176		- 421
Ecart de conversion	- 13	- 58	0	- 23	- 55	- 149
Au 31 août 2013 valeur nette cumulée	6 269	17 507	21 245	3 679	6 843	55 546

Dont locations financements

En k€	31/08/2012			31/08/2013		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Terrains						
Constructions	728	455	273	729	486	242
Matériels et autres immobilisations	7 406	2 878	4 528	7 406	3 396	4 010
Total	8 134	3 333	4 801	8 135	3 883	4 252

15. IMMEUBLE DE PLACEMENT

- Il s'agit de l'immeuble situé à Nevers et donné à bail à un tiers extérieur au Groupe. Il s'agit d'un reclassement comptable correctif depuis les immobilisations corporelles. Le montant des loyers retirés au titre de cette location s'élève à 38 k€ pour l'exercice clos au 31 août 2013.
- La juste valeur de cet actif est estimé à 425 k€ (actualisation du loyer à 9 %)



16. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

En k€	31/08/2013	31/08/2012
Titres de sociétés non consolidées	8	19
Dépôts et cautionnements	201	232
Divers	32	82
Actifs financiers non courant	241	333

17. STOCKS ET ENCOURS

En k€	31/08/2012	Augmentations diminutions	31/08/2013
Matières premières	2 321	- 2	2 319
Travaux en cours	328	- 136	192
Produits finis ou semi-finis	4 396	- 518	3 878
Marchandises	5 117	775	5 892
Stocks bruts	12 162	119	12 281
Dépréciations	0	- 3	- 3
Stocks nets	12 162	116	12 277

18. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

En k€	31/08/2013	31/08/2012
Clients et comptes rattachés bruts	9 100	9 822
Dépréciation créances douteuses	- 257	- 197
Clients et comptes rattachés nets	8 843	9 625
Créances fiscales et sociales	1 418	1 852
Charges constatées d'avance	472	496
Débiteurs Divers	165	1 244
Fournisseurs avance sur commande	453	479
Autres créances	2 508	4 071
Total créances clients et autres créances nettes	11 352	13 696

19. ACTIFS FINANCIERS DE TRANSACTION ET RISQUE DE MARCHÉ

19.1. Actifs financiers de transactions

En k€	31/08/2013	31/08/2012
Placements	0	1 000
Effet juste valeur		
Dépréciation	0	- 6
Placements valeur bilan ⁽¹⁾	0	994

⁽¹⁾ Il s'agit d'un placement obligataire à capital garanti à échéance. Le placement a été souscrit en septembre 2006. L'échéance est à venir au 31 octobre 2012.

19.2. Risque de marché

La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

19.3. Effet juste valeur

La société ne dispose plus d'actifs financiers de transaction évalués à la juste valeur au 31 août 2013.



20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE

20.1. Trésorerie nette

En k€	31/08/2013	31/08/2012
Disponibilités des équivalents ⁽¹⁾	21 535	22 115
• dont disponibilités	6 025	5 367
• dont placements à court terme	15 510	16 747
Solde créditeurs de banque	- 420	- 1 988
Trésorerie nette	21 115	20 125

⁽¹⁾ Conforme à IAS 7

20.2. Effet juste valeur

L'évaluation à la juste valeur des équivalents de trésorerie n'a pas eu d'impact sur l'exercice clos au 31 août 2013..

21. CAPITAUX PROPRES

21.1. Variation des capitaux propres consolidés

Données en k€	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Au 1 ^{er} septembre 2011	6 941	1 181	54 693	4 660	67 391	113	67 504
Dividendes versés			78	- 4 660	- 4 582	- 32	- 4 614
Résultat de l'exercice				3 046	3 036	9	3 045
Opérations sur titres d'auto contrôle			- 85		- 85		- 85
Résultats enregistrés directement dans les capitaux propres							
Ecart de conversion			- 95		- 95		- 95
Correct. d'erreur sur période antérieure			- 530		- 530		- 530
Autres variations ⁽¹⁾			- 66		- 66		- 66
Au 31 août 2012	6 941	1 181	53 995	3 046	65 068	93	65 161
Au 1 ^{er} septembre 2012	6 941	1 181	53 995	3 046	65 068	93	65 161
Dividendes versés			- 1 553	- 3 046	- 4 582	- 17	- 4 599
Résultat de l'exercice				1 967	1 958	9	1 967
Opérations sur titres d'auto-contrôle			- 40		- 40		- 40
Résultats enregistrés directement dans les capitaux propres							
Ecart de conversion			- 114		- 114		- 114
Autres variations			3		- 14	17	3
Au 31 août 2013	6 941	1 181	52 289	1 967	62 274	104	62 378

21.2. Capital social

Le capital social est composé de 8 984 492 actions totalement libérées. Le principal actionnaire de la Société est la Société DEFI (famille Desjoyaux) qui détient 66,69 % du capital social.

21.3. Dividende versé

Le tableau suivant présente le montant du dividende, par action payé par le groupe, au titre des quatre derniers exercices clos.

En €	2011/2012	2010/2011	2009/2010	2008/2009
Dividende total payé	4 582 091	4 582 091	4 312 556	3 054 727
Dividende par action	0,51	0,51	0,48	0,34
Nombre d'actions	8 984 492	8 984 492	8 984 492	8 984 492

L'assemblée générale en date du 7 Février 2014, proposera le versement d'un dividende de 0,51 € par action.



21.4. Titres d'auto-contrôle

Nombre de titres d'auto-contrôle détenus	2012/2013	Valeur des titres d'auto-contrôle en K€	2012/2013
Nombre de titres à l'ouverture	17 242	Solde à l'ouverture valeur nette comptable	86
Nombre de titres à la clôture	28 260	Solde à la clôture valeur nette comptable	118

Les actions propres détenues par le Groupe sont utilisées dans le cadre d'un contrat de liquidité.

22. RÉGIME DE RETRAITE ET INDEMNITÉS DE CESSATIONS DE SERVICE/AVANTAGE AU PERSONNEL

En ce qui concerne les régimes de retraite, il s'agit uniquement de régime à cotisations définies. Les cotisations du Groupe se limitent au paiement des cotisations à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière.

Le seul avantage, postérieur à l'emploi, dont bénéficient les salariés du Groupe correspond au versement d'une indemnité de fin de carrière. Cette indemnité fait l'objet d'une provision dans les comptes. Elle est calculée, conformément à la norme IAS 19, en utilisant la méthode des unités de crédit projetées en prenant en considération les hypothèses suivantes :

- Un turn-over déterminé sur la base des données historiques dont dispose le groupe ;
- Table de mortalité : les tables retenues, sont pour les hommes la table Insee 2003-2005 sexe masculin, pour les femmes la table Insee 2003-2005 sexe féminin
- Un taux de revalorisation des salaires s'établit à 1,02 % ;
- Un taux d'actualisation retenu s'élève à 3,1 % pour la clôture au 31 août 2013 ;
- Un départ à la retraite à l'initiative des salariés à 65 ans.
- La sensibilité au taux d'actualisation concernant l'engagement de retraite du groupe est le suivant :

Taux d'actualisation	Montant de l'engagement retraite du groupe
2,6 %	559 k€
3,1 %	513 k€
3,6 %	471 k€

23. DÉTAIL DES PROVISIONS NON COURANTES

En k€	Au 31/08/12	Dotations de l'exercice	Reprise non utilisée	Reprise utilisée	Variation de périmètre et transfert	Variation de change	Au 31/08/13
Pour retraite	369	144	0				513
Pour litige et contentieux	19		0				19
Total	388	144	0	0	0	0	532



24. DETTES FINANCIÈRES À LONG MOYEN ET COURT TERME

24.1. Etats des dettes financières à long, moyen et court terme

Emprunts bancaires en k€	à - 1 an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans	Total
DISA	-	217	-	217
DIF	378	1 114	310	1 802
Forez Piscines	4 099	13 732	1 910	19 741
Desjoyaux Piscines Saint-Etienne	30	56	-	86
Desjoyaux Piscines Caen	15	-	-	15
Desjoyaux Piscines Nantes	10	-	-	10
Desjoyaux Piscines 31	21	-	-	21
DPI	424	1 771	1 754	3 948
DPF	72	76	-	147
ICNE	32	-	-	32
Total emprunts bancaires	5 080	16 966	3 973	26 019

Location financement en k€	à - 1 an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans	Total
Piscines Desjoyaux	93	-	-	93
Forez Piscines	1 011	886	-	1 897
Total contrat de location financement	1 104	886	0	1 990
Total endettement Groupe	6 184	17 852	3 973	28 009

La part des dettes financières à court terme est représentée par la part à moins d'un an, soit 6 184 k€.

La part des dettes financières à long et moyen terme (non courant) est représentée par la part à plus d'un an, soit 21 825 k€.

24.2. Détail des dettes financières long, moyen et court terme

En k€	31/08/2012	31/08/2013
Emprunt bancaires	18 196	18 529
Emprunts liés au location financement	1 961	886
Avances conditionnées	2 310	2 410
Total long terme	22 467	21 825

24.3 - Risques liés aux instruments financiers

24.3.1 Risque de liquidité

Au 31 août 2013, le Groupe dispose d'une trésorerie nette en juste valeur de 21 115 k€ (absence d'actifs financiers de placement).

La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

24.3.2 Risque de taux

Le Groupe est peu exposé aux problématiques de taux variables. En effet, ce dernier a contracté quatre emprunts à taux variable:

- par l'intermédiaire de sa filiale espagnole, a souscrit un emprunt, remboursable sur 120 mois à l'origine, à taux variable (EURIBOR 12 mois + 0,60 point). Au 31 août 2013, le montant restant dû en capital, au titre de cet emprunt, s'élève à 217 k€;
- par l'intermédiaire de sa filiale immobilière (DIF), a souscrit un emprunt à taux variable (EURIBOR 3 mois + 0,35 point). Au 31 août 2013, le montant restant dû en capital, au titre de cet emprunt, s'élève à 408 k€.
- par l'intermédiaire de la holding Desjoyaux Pools International (DPI), a souscrit deux emprunts avec des contrats de couverture de swaps de taux. Les conditions des contrats de swaps de taux sont les suivants: taux variables reçus des établissements financiers (EURIBOR 1 mois) contre un taux fixe réciproquement de 2,77 % et 2,27 % payés aux établissements de crédit. L'ensemble des deux prêts ci-dessous sont intégralement couverts. La durée des contrats de swaps correspond à la durée des emprunts.
 - l'un remboursable sur 144 mois, à taux variable EURIBOR 1 mois + 0,85 point l'an. Au 31 août 2013, le montant restant dû en capital au titre de cet emprunt s'élève à 1 110 k€.
 - l'autre remboursable sur 120 mois, à taux variable EURIBOR 1 mois + 0,80 point l'an. Au 31 août 2013, le montant restant dû en capital au titre de cet emprunt s'élève à 1 221 k€.



En application de IAS 39, les couvertures de swaps de taux de ces deux contrats de prêts sont évalués à la juste valeur à la clôture. L'impact sur le résultat consolidé au 31 août 2013 est un produit net d'imposition différée de 100 k€. La position au passif de l'évaluation à la juste valeur de ces deux contrats de swaps de taux s'élève à la clôture à 132 k€.

Les autres emprunts mis en place par le Groupe sont à taux fixe.

24.3.3 Risque de change

Les facturations et les achats sont principalement effectués en euros. Le risque de change est donc peu significatif.

Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers de couverture concernant la couverture des taux de change.

25. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES COURANTES

En k€	31/08/2013	31/08/2012
Fournisseurs	5 557	5 402
Dettes sociales	2 017	2 512
Dettes fiscales	1 521	1 753
Clients avances sur commande	1 106	1 392
Divers	- 42	233
Produits constatés d'avance	54	119
Retraitement produit constaté d'avance "stock en transit"	91	100
Total	10 304	11 511

26. ENGAGEMENTS HORS BILAN

26.1. Cautions données

En k€	31/08/2013		31/08/2012	
	Montant de la dette garantie	Valeur nette de l'immobilisation	Montant de la dette garantie	Valeur nette de l'immobilisation
Hypothèques ⁽¹⁾	389	1 403	389	1 403
Cautions et garanties				
Total	389	1 403	389	1 403

⁽¹⁾ Il s'agit d'une hypothèque donnée lors de l'achat du terrain de la filiale DISA.

26.2. Contrats de locations

26.2.1 Contrats de locations financement

Les paiements futurs en capital des contrats de locations financement, au 31 août 2013, sont les suivants :

En K€	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Matériels et outillages	1 011	886	-	1 897
Immobilisations incorporelles	93	-	-	93
Total	1 104	886	0	1 990

26.2.2 Contrats de locations simples

Les paiements futurs minimaux sont les suivants (ces engagements recensés concernent uniquement les locations immobilières non résiliables) :

En k€	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Locations immobilières	297	912	97	1 307



27. PARTIES LIÉES

Au titre de la période, il a été versé :

- un dividende de 1 690 k€ à la S.A.S. DEFI (société contrôlant Piscine Desjoyaux S.A.) mis en paiement le 29 janvier 2013 ;
- une rémunération brute de 90 k€ pour Monsieur Jean-Louis Desjoyaux (P.D.G) ;
- une rémunération brute de 69 k€ pour Madame Catherine Jandros (D.G.D).

Concernant les dirigeants, il n'existe pas d'engagement concernant des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

- Aucun jeton de présence n'est versé aux membres du Conseil d'Administration.

28. AUTRES INFORMATIONS

28.1. Passifs éventuels

À notre connaissance, il n'existe pas d'autres passifs pouvant avoir ou avoir eu, dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société Desjoyaux et de ses filiales.

28.2. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

28.3. Honoraires versés aux commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31 août 2013

En €	Cabinet Michel Tamet et Associés				Cabinet Seca Forez			
	Montants (HT)		%		Montants (HT)		%	
	31/08/2013	31/08/2012	31/08/2013	31/08/2012	31/08/2013	31/08/2012	31/08/2013	31/08/2012
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Piscines Desjoyaux SA	25 500	30 500			25 500	20 020		
Filiales intégrées globalement	25 000	10 000			25 010	20 010		
Sous total	50 500	40 500	100 %	100 %	50 510	40 030	100 %	100 %
Autres prestations	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Sous total	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Total	50 500	40 500	100 %	100%	50 510	40 030	100 %	100 %



29. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Nom des Sociétés	% de contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
Piscines Desjoyaux SA 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	100 %	100 %	Société Mère
FRANCE			
Forez Piscines 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	99,72 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
DIF 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	99,75 %	99,75 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 78 26 Route de Mantes 78240 Chambourcy	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 95 1 Rue des Aubépines 95520 OSNY	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines St-Etienne 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines Lyon 1 Chemin Jean-Marie Vianney 69130 Ecully	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines Nantes 4 Rue Antares 44470 Carquefou	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines France 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines Caen Le Grand Clos Extension 14320 St-André-sur-Orne	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 77 Route Nationale 19 77170 Servon	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 59 382 Route de Menin 59700 Marcq-en-Barœul	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 31 16 Rue de la Bruyère 31120 Pinsaguel	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 24 Rond-Point de la Cavaille 24100 St-Laurent-des-Vignes	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 06 Av. Eugène Donadei 06700 St-Laurent-du-Var	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 73 5, rue Pré Pagnon, ZI des landiers 73000 Chambéry	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Piscines et Spa du Médoc 317 bis Avenue du Medoc 33320 Eysines	46,93 %	46,93 %	MISE EN EQUIVALENCE
Novoplast 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	99,72 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Pools International 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
INTERNATIONAL			
DISA c/Trepadella n°8-9 Poligono Industrial Castellbisbal Sud 08755 Castellbisbal Barcelona	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
DPB Edificio Forum local n°1 08190 San-Lugat del Valles	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
DP Lisboa LDA Praceta Pedro Alvares Cabral Lote 5 - 2º Esq 2580-494 Carregado	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
DPG Ctra de Torrelaguna Km 3 19171 Cabanillas del Campo Guadalajara	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Italia S.R.L. Via Egeo 18 10100 Torino Italy	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Pools USA LLC deaderick street 1100 - Nashville Tennessee 37938	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Deutschland GMBH Beethoven Strasse 8-10 60325 Frankfurt an main	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Pools Atlanta LLC 3455 Peachtree Rd, NE, Suite 500, Atlanta, Fulton County, Georgia 30075	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Pools Freising GMBH Erdinger Strasse 2 85375 Neufahrn	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Pools Realty LLC 3455 Peachtree Rd, NE, Suite 500, Atlanta, Fulton County, Georgia 30075	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Do Brasil Av. Maréchal Humberto d'Alencar Castelo Branco NR 986 Sala 102 Cidate de Curitiba	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Piscinas Desjoyaux Industria e Comercio de piscinas Rua Maria Clara 286 Cidade de Curitiba estado de parana	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscine Collegno Via Torino Pianezza 148 10093 Collegno (TO)	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscinas Madrid	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux SP Equipements Ltd Room 2611&26112, F/26 Anlian Center, 4018 Jin Tian Rd Shenzhen	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Août 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société PISCINES DESJOYAUX S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2- Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES

Nous avons examiné les règles et principes comptables auxquels votre société fait référence ; nous estimons que l'annexe donne une information appropriée à cet égard ainsi que sur la situation actuelle de la société.

ESTIMATIONS COMPTABLES

Comme indiqué dans la note de l'annexe relative aux titres immobilisés, votre société procède à des estimations portant sur la valorisation des titres de participation. Nous avons revu les hypothèses retenues, la cohérence des méthodes et les évaluations qui justifient les estimations comptables retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3- Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Villars et Saint-Etienne, le 20 décembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

SECA FOREZ
Pierre Gerard



MICHEL TAMET & ASSOCIÉS
Michel Tamet





PISCINES DESJOYAUX SA COMPTES ANNUELS
Au 31 Août 2013



BILAN PISCINES DESJOYAUX SA (en €)

ACTIF	Montant au 31/08/13			Exercice 31/08/12
	Brut	Amort. et Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	5 987 997	5 585 493	402 504	480 571
Immobilisations corporelles	1 209 330	934 098	275 232	244 925
Immobilisations financières	37 532 058	7 538 679	29 993 377	29 201 508
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	44 729 385	14 058 270	30 671 113	29 927 004
ACTIF CIRCULANT				
Stocks en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes sur cdes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	1 977 949		1 977 949	2 952 195
Autres créances	3 419 431		3 419 431	4 322 085
Trésorerie	15 632 827	26 423	15 606 404	16 805 390
Charges constatées d'avance	215 442		215 442	223 441
TOTAL ACTIF CIRCULANT	21 245 649	26 423	21 219 226	24 303 111
Comptes de régularisation	0	0	0	0
TOTAL ACTIF	65 975 034	14 084 693	51 890 339	54 230 115

PASSIF	Exercice 31/08/13	Exercice 31/08/12
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	6 940 520	6 940 520
Primes d'émission	1 180 585	1 180 585
Réserve légale	694 053	694 053
Autres réserves	36 222 154	36 218 866
Report à nouveau	20 434	12 294
Résultat de l'exercice	4 631 162	4 585 378
Provisions réglementées	287 706	240 298
TOTAL CAPITAUX PROPRES	49 976 614	49 871 994
DETTES		
Dettes financières	1 077 421	3 386 267
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	291 321	223 534
Dettes fiscales et sociales	517 746	692 082
Autres dettes	27 234	56 239
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL DES DETTES	1 913 722	4 358 122
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	51 890 336	54 230 116



COMPTE DE RÉSULTAT PISCINES DESJOYAUX SA (en €)

	Exercice 31/08/13	Exercice 31/ 08/12
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	4 069 307	3 911 594
Production immobilisée		
Reprises sur amort/dépréciations, transferts	2 032	7 323
Autres produits	518 326	518 326
Total produits d'exploitation	4 589 665	4 437 243
Coût d'achats des marchandises		
Consommation de mat premières		
Achats externes	2 739 595	2 659 952
Impôts et taxes	72 620	121 604
Charges de personnel	807 293	768 404
Dotation aux amort/dépréciations	272 095	255 344
Autres charges	165 560	142 620
Total charges d'exploitation	4 057 166	3 947 924
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	532 502	489 319
Produits financiers et participations	6 347 385	6 143 835
Autres intérêts et produits assimilés	288 059	316 538
Reprises dépréciations et transferts de charges	10 678	2 278 097
Différences positives de change		
Total des produits financiers	6 646 122	8 738 470
Charges financières	5 820	795 779
Différence négative de change		154
Dotations aux amort/dépréciations	2 021 706	1 777 412
Total des charges financières	2 027 526	2 573 345
RÉSULTAT FINANCIER	4 618 596	6 165 125
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	5 151 098	6 654 444
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 050	17 014
Sur opérations en capital	1	211 631
Reprises sur dépréciations et transferts	86 733	41 147
Total des produits exceptionnels	88 784	269 792
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	41 461	21 889
Sur opérations en capital	15 267	1 696 221
Dotations aux amort/dépréciations	134 141	211 860
Total des charges exceptionnelles	190 869	1 929 970
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(102 085)	(1 660 178)
Participations des salariés	23 692	44 505
Impôts sur les bénéfices	394 156	364 380
BÉNÉFICE	4 631 165	4 585 378



PISCINES DESJOYAUX SA ANNEXE

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

À la date d'établissement des comptes, il n'existe pas de faits caractéristiques postérieurs à la clôture.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Les éléments corporels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, ou à leur coût de production).
- Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

POSTES	DUREE	MODE
Immobilisations incorporelles	3, 4, 5, 7 et 10 ans	Linéaire
Agencements des constructions	10 ans	Linéaire
Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire
Matériel de bureau	3 et 5 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire

Les titres de participation ainsi que les titres de placement et les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lesquels ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. Cette valeur d'utilité est déterminée par référence à des prix de transactions actuelles et aux perspectives de résultats futurs de ces immobilisations financières.

Les créances et les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux, calculés avec les coefficients admis, et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges exceptionnelles au poste "dotations aux provisions réglementées - amortissements dérogatoires".

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité.

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Il a été comptabilisé un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en produit à recevoir pour un montant de 7 K€. Ce produit à recevoir calculé à la clôture de l'exercice correspond à 4 % des salaires ne dépassant pas un certain plafond (2.5 SMIC) sur la période du 01/12/12 au 31/08/13 (le décalage de la paye étant pratiqué dans l'entreprise). Il a été comptabilisé en moins des charges de personnel. Ce CICE sera en définitive calculé au titre de l'année civile 2013 et imputable sur l'impôt à liquider au titre de l'exercice clos en 2014.

Faits marquants de l'exercice :

Néant

Transactions entre parties liées :

Les transactions réalisées par la société avec des parties liées étant conclues à des conditions normales de marché et essentiellement avec des sociétés détenues en totalité ou en quasi-totalité par une société mère, aucune information n'est à relater à ce sujet.

Opérations non inscrites au bilan :

La société n'a pas relevé d'opération non inscrite au bilan qui présenterait des risques et/ou avantages significatifs pour elle et dont la présentation serait nécessaire à l'appréciation de sa situation financière.



TABLEAU DES IMMOBILISATIONS (en k€)

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions : créations, virements	Diminution : cessions ou hors service	Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement et de recherche				
Autres immobilisations incorporelles	5 862	126		5 988
Autres immobilisations incorporelles en cours	0			
Install. agenc. des constructions	49			49
Autres (Instal. Gales Agenc. Aménag.)	254	3		257
Matériel de transport	124			124
Matériel de bureau info. Mobilier	619	102		721
Immobilisations corporelles en cours	66	143	151	58
Total des immobilisations corporelles	1 112	248	151	1 209
Autres participations	34 631	2 769	1	37 399
Prêts et aut. immobilisations financières	93	40		133
Total des immobilisations financières	34 724	2 809	1	37 532
TOTAUX	41 698	3 183	152	44 729

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS (en k€)

	Montants des amortissements Début d'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : sorties actif et reprises	Montants des amortissements en fin d'exercice
Frais d'établissement et de recherche				
Autres immobilisations incorporelles	5 381	204		5 585
Install. agenc. des constructions	49			49
Autres corpo.	Instal. Générales	20		182
	Matériel de transport	20		120
	Bureau informatique Mobilier	28		583
Total des immobilisations corporelles	866	68		934
TOTAUX	6 247	272		6 519

TABLEAU DES DÉPRÉCIATIONS SUR IMMOBILISATIONS (en k€)

	Montant au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations sur immobilisation	Incorporelles	126	86	268
	Corporelles	8	1	19
	Titres de participation	46	1	2 614
	autres immos. fin.	1 975	4	4 924
TOTAUX	5 762	2 155	92	7 825



Immobilisations incorporelles (en k€)

Eléments	Origine de Propriété	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Taux Amortissem. cumulé
Brevets	Apport	2 973	10 %	0	100
Logiciels	Acquisition	1 245	14,3 à 33,3 %	325	74
Marques	Apport	76		76	
Autres Immos incorp. en cours	Acquisition	1 694	20 à 50 %	2	99
TOTAUX		5 988		403	

Echéances des créances (en k€)

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à participations	11 104	6 187	4 917
Prêts			
Autres immobilisations financières	133	133	
Autres créances clients	1 978	1 978	
Impôts sur les bénéfices	666	666	
Taxe sur la valeur ajoutée et impôts	103	103	
Groupe et associés	1 205	1 205	
Débiteurs divers	1 446	1 446	
Charges constatées d'avance	215	215	
TOTAUX	16 850	11 933	4 917

Les créances rattachées sont principalement des avances en comptes courants au profit de diverses filiales rémunérées au taux d'intérêt autorisé par l'administration fiscale.

Les autres immobilisations financières comptabilisent essentiellement des actions propres détenues par la société pour 132 k€, dans le cadre de la mise en place d'un contrat de liquidité, comme cela est présenté dans le tableau qui suit:

	Nombre à l'ouverture	Nombre à la clôture	VNC à l'ouverture (k€)	VNC à la clôture (k€)
Actions propres	17 242	28 260	86	124

Valeurs mobilières de placement (en k€)

	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées						
Au cours de bourse :						
Actions propres						
SICAV / FCP (vendues)						
SICAV / FCP (non vendues à la clôture)	16 659	16 627	16 627	14 537	14 511	14 511
Une dépréciation est constituée quand les valeurs sont inférieures au coût d'acquisition.						

Les charges constatées d'avance se décomposent de la façon suivante (en k€)

Nature	Montant 31/08/13	Montant 31/08/12
Charges d'exploitation	215	223
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAUX	215	223



Détail des produits et charges exceptionnels (en k€) :

	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Urssaf	8	
Provisions réglementées	134	87
Mali rachat d'actions	15	
Cession	1	
Régularisation fournisseur	33	
Régularisation charges à payer N-1		2
TOTAUX	191	89

Les produits à recevoir sont repris dans le tableau ci-dessous (en k€) :

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant 31/08/13	Montant 31/08/12
Immobilisations financières		
Autres immobilis. financières		
Créances		
Clients et comptes rattachés	188	2 332
Divers	1 453	1 697
Valeurs mobilières de placement	234	115
Disponibilités		
TOTAUX	1 875	4 144

CAPITAL SOCIAL

Catégorie	Au début	Augmentation	Diminution	A la clôture
Nombre d'actions	8 984 492			8 984 492
Valeur nominale	0,7725			0,7725
CAPITAL	6 940 520			6 940 520

Dépréciation (en k€)

Nature des dépréciation	Montant Au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires	240	134	87	287
Titres de participations	2 569	46	1	2 614
Sur autres immo. financ.	2 953	1 975	4	4 924
Sur comptes clients				
Autre dépréciation	32		6	26
TOTAUX	5 794	2 155	98	7 851

Echéances des dettes (en k€)

Etat des dettes	Montant Brut	A un an au plus	Entre 1 et 5 ans	à plus de 5 ans
E & D auprès des Etab. de crédits (à 2 ans max.)				
Emprunts et dettes financières				
Fournisseurs et comptes rattachés	291	291		
Personnel et comptes rattachés	84	84		
Sécurité sociale et autres organismes	61	61		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	324	324		
Autres impôts, taxes et assimilés	49	49		
Groupe et associés	1 077	1 077		
Autres dettes	27	27		
TOTAUX	1 913	1 913		



Charges à payer (en k€)

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montant 31/08/13	Montant 31/08/12
E & D auprès des Etab. de crédits		
Fournisseurs et comptes rattachés	85	102
Personnel et comptes rattachés	49	62
Sécurité sociale et autres organismes	16	19
Etat et autres collectivités publiques	42	52
Autres dettes	26	56
TOTAUX	219	291

INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN ET DE RÉSULTAT, CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS (en k€)

Natures	Entreprises liées	Lien de participation
Immobilisations financières		
Participations	26 288	
Créances rattachées à des participations	11 072	
Prêts		
Autres		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés	1 978	
Autres créances	1 204	
Passif		
Autres dettes financières	1 077	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Autres dettes		
Éléments d'exploitation		
Chiffre d'affaires	4 069	
Autres produits	518	
Éléments financiers		
Reprise de dépréciations		
Produits de participation	5 933	
Autres produits financiers	414	
Charges financières	2 020	

Engagements de retraite :

Les engagements pris en matière de retraite s'élèvent à 32 k€ et n'ont pas donné lieu à constatation d'une provision. Le taux d'actualisation est de 3,10 %.

Le calcul de l'indemnité de départ à la retraite tient compte des éléments suivants :

- Un turn over déterminé sur la base des données historiques dont dispose la société.
- Table de mortalité : les tables retenues sont pour les hommes la table INSEE 2003-2005 sexe masculin, pour les femmes la table 2003-2005 sexe féminin.
- Un taux de revalorisation des salaires établit à 1,02 %.
- Un départ à la retraite à l'initiative des salariés à 65 ans.
- Conformément aux normes IFRS, les engagements de retraite ont été actualisés et provisionnés dans les comptes consolidés.

Engagements reçus :

- Engagement de reconstitution de la créance abandonnée au profit de la société DIF à hauteur de 150 k€, en cas de retour à meilleure fortune de cette dernière.

Engagements donnés :

- Piscines Desjoyaux s'est portée caution pour quatre prêts concernant la société D.I.F. d'un montant de 1 797 k€
- Piscines Desjoyaux s'est portée caution pour treize prêts concernant la société Forez Piscines d'un montant de 16 456 k€
- Piscines Desjoyaux s'est portée caution pour quatre prêts concernant la société D.P.I. d'un montant de 3 948 k€
- Cautionnement donné par la société à un établissement bancaire en garantie des découverts bancaires susceptibles d'être contractés par



dix sociétés de groupe (DP24, DP31, DP59, DP78, DPN, DPC, DPS, DPF, DIF et DP95) à hauteur de 50 k€ chacune.
- Engagement de locations financières, soit un montant restant dû au 31/08/13 de 402 k€.

Les droits acquis par les salariés au titre du droit individuel de formation s'élèvent à 935 heures.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts latents (en k€)

Nature	Montants
Impositions latentes (passif)	
1 - Décalages imposables au taux de droit commun : • Provisions réglementées à réintégrer (amort. dérog.)	99
2 - Charges déduites	
TOTAL 1	99
Allègements d'impôts latents (actif)	
3 - Décalages taxables au taux de droit commun : • Organisme 2013 • Participation 2013	2 7
4 - Décalages taxables à un taux réduit : • Moins value à long terme intégration fiscale	
TOTAL 2	9
SOLDE NET PASSIF	90

Nous détaillons ci-après le chiffre d'affaires (en k€)

Rubriques	Montants au 31/08/13	Montants au 31/08/12
Prestations de service	4 069	3 912
Autres		
TOTAL	4 069	3 912

Les prestations de services correspondent aux refacturations de frais à notre filiale principale, la société Forez Piscines.

Nous analysons l'effectif moyen

Rubriques	Effectif moyen Salarié	
	31/08/13	31/08/12
1 • Cadres	7	7
2 • Employés	4	4
TOTAUX	11	11

Rémunération des dirigeants

• Membres des organes de direction : 159 501€.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en k€)

Nature de résultat	Exercice clos le 31/08/13		
	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat après impôt
1. Résultat courant	5 151	- 220	5 371
2. Résultat exceptionnel à court terme	- 102	- 35	- 67
3. Résultat exceptionnel à long terme			
4. Participations des salariés	- 24	- 16	- 7
5. Charges et profits d'intégration fiscale		576	- 576
6. Créances d'impôt		- 49	49
7. Contribution dividendes		137	- 137
TOTAUX	5 025	393	4 632



À compter du 01/09/93 la société a opté pour le régime du bénéfice intégré. Le périmètre d'intégration est le suivant:

- Piscines Desjoyaux SA (tête du Groupe)
- Forez Piscines SAS

Quatre filiales ont opté à compter du 01/09/04, il s'agit de:

- Desjoyaux Piscines France (DPF)
- Desjoyaux immobilière France (DIF)
- Desjoyaux Piscines 78 (DP78)
- Desjoyaux Piscines 95 (DP95)

Deux filiales ont opté à compter du 01/09/05, il s'agit de:

- Desjoyaux Piscines Saint-Étienne (DPS)
- Desjoyaux Piscines Nantes (DPN)

Deux filiales ont opté à compter du 01/09/07, il s'agit de:

- Desjoyaux Piscines 59
- Desjoyaux Piscines Caen (DPC)

Une filiale a opté à compter du 01/09/08, il s'agit de:

- DP 31

Une filiale a opté à compter du 01/09/09, il s'agit de:

- DP 24

Une filiale a opté à compter du 01/09/11, il s'agit de:

- DPI

L'impôt est comptabilisé dans chaque société comme si elle était redevable de l'impôt de manière indépendante. En cas de déficit d'une société, celle-ci comptabilise un profit d'intégration fiscale égal à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée au Groupe par la prise en compte de ce déficit.

L'accord de participation auquel adhère la société prévoit de retenir le calcul le plus intéressant entre la participation sur les comptes consolidés, et l'addition des participations de chaque société du Groupe. Au 31/08/13, seul le résultat de Forez Piscines donne droit à une participation qui a été répartie sur chaque société à hauteur des salaires y ouvrant droit.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (EN k€)

FILIALES + 50 % du capital détenu	FOREZ Piscines	D.P.F.	D.I.F.	DPI	TOTAUX
Capital social	425	500	40	40	1 005
Capitaux propres avant affectation	35 354	- 2 273	- 434	- 2 211	30 436
% détenu	99,72	100	99,75	100	
Valeur comptable des titres détenus brute	23 674	2 528	40	40	26 282
Valeur comptable des titres détenus nette	23 674	0	0	0	23 674
Prêts et avances consentis et non remboursés	1 354	4 192	1 838	3 688	11 072
Montant cautions et avals donnés par la Sté	16 456		1 797	3 948	22 201
Chiffre d'affaires HT de l'exercice	61 857	0	256		62 113
Résultat bénéfice ou perte de l'exercice	2 646	- 869	- 38	- 1 067	672
Dividendes encaissés par la Sté au cours de l'exercice	5 933				5 933
FILIALES - 50 % du capital détenu	Piscinas Desjoyaux Industria	Desjoyaux do Brasil Consultoria		TOTAUX	
Capital social	43	19		62	
Capitaux propres avant affectation	- 128	- 164		- 292	
% détenu	10	4,12			
Valeur comptable des titres détenus brute	5	1		6	
Valeur comptable des titres détenus nette	0	0			
Prêts et avances consentis et non remboursés					
Montant cautions et avals donnés par la Sté					
Chiffre d'affaires HT de l'exercice	247	82		329	
Résultat bénéfice ou perte de l'exercice	- 117	- 99		- 216	
Dividendes encaissés par la Sté au cours de l'exercice					



TABEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

RÉSULTAT NET (EN k€)	4 631
Dotation Amortissements et provisions	2 428
Reprise Amortissements et provisions	- 97
Plus et moins values de cession	0
Variation de BFR lié à l'activité	2 003
Flux net de trésorerie généré par l'activité	8 965
Décassement/Acquisition d'immobilisations incorporelles	- 46
Décassement/Acquisition d'immobilisations corporelles	- 178
Encaiss/cession immos corporelles et incorporelles	0
Décassement/Acquisition immos financières	- 3 125
Décassement/Acquisition/Placements	0
Encaissement/Cession immos financières	316
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	- 3 033
Dividendes versés aux actionnaires	- 4 574
Encaissement provenant d'emprunts	0
Remboursement d'emprunts	- 2 511
Flux trésorerie lié aux opérations de financement	- 7 085
Trésorerie d'ouverture (valeur brute)	16 786
Trésorerie de clôture (valeur brute)	15 633
Variations de trésorerie	- 1 153



RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2013

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Ces conventions sont présentées dans le tableau I du présent rapport : "Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale".

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Ces conventions sont présentées dans le tableau II du présent rapport : "Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale".

Fait à Villars et Saint-Etienne, le 20 décembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

SECA FOREZ

Pierre Gerard

MICHEL TAMET & ASSOCIÉS

Michel Tamet



TABEAU I : CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Date du CA autorisant la convention	Sociétés concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Montants
21/09/2012	DIF SARL	Caution solidaire de la SARL DIF donnée au Crédit Agricole pour remboursement complet d'un emprunt, souscrit pour une durée de 12 ans au taux annuel fixe de 3,69 %, pour le financement de travaux à intervenir sur un bâtiment.	552 000 €
21/12/2012	FOREZ PISCINES SAS	Caution solidaire de la SAS FOREZ PISCINES donnée à la Société Générale pour le remboursement complet d'un emprunt, souscrit pour une durée de 7 ans au taux annuel fixe de 2,20 %, pour le financement de de la première partie d'un nouvel outil de production.	1 500 000 €
24/05/2013	FOREZ PISCINES SAS	Caution solidaire de la SAS FOREZ PISCINES donnée à OSEO pour le remboursement complet d'un emprunt, souscrit pour une durée de 5 ans au taux annuel annuel fixe de 1,49 %, pour le le financement de nouveaux outils de production.	3 600 000 €

Les personnes concernées par ces conventions est la suivante :

Personne	PISCINES DESJOYAUX SA	DIF SARL	SAS DESJOYAUX FINANCE DEFI
Jean-Louis Desjoyaux	Président directeur général	Gérant	Président
Catherine Jandros	Président directeur général et Administrateur		Directeur Général

TABEAU II : CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Sociétés concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Capital initial de l'emprunt
DIF S.A.R.L	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
DIF S.A.R.L	Caution en garantie d'emprunt BNP	2 000 000 €
DIF S.A.R.L	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	200 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	2 250 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt BNP	3 750 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt CRCA	4 000 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	5 000 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Nantissement au profit de la CRCA Loire Haute Loire d'un compte d'instruments financiers d'une valeur nominale d'un million d'euros en garantie de l'emprunt précité	
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt BNP	2 500 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt CRCA	3 000 000 €
DPF (cf. TUP de DP77 à DPF)	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	200 000 €
DP 24 - DP 95 - DP 31 DP 59 - DPS - DP 78 DPN - DPC - DPF - DIF DP INTERNATIONAL	Caution donnée à la Société Générale en garantie des découverts contractés par ces sociétés à hauteur de 50 k€	50 000 € par société
DP INTERNATIONAL	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
DP INTERNATIONAL	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
DP INTERNATIONAL	Caution en garantie d'emprunt BNP	1 600 000 €



Nous vous précisons qu'au 31 août 2013, les capitaux restant dus sur les emprunts listés ci-dessus s'élevaient à :

- 1 279 k€ pour les trois emprunts contractés par la société SARL DIF ;
- 8 950 k€ pour les huit emprunts contractés par la société SA FOREZ PISCINES ;
- 2 838 k€ pour les trois emprunts contractés par la société SARL DESJOYAUX POOLS INTERNATIONAL ;
- 105 K€ pour l'emprunt dont est débitrice la société SARL DPF (cf. TUP de DP77 à DPF).

Société concernée	Nature, objet, modalités des conventions	Montant concerné
DIF SARL	Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune, ladite clause est limitée dans le temps, et ce, jusqu'au 31/08/2017.	150 000 €
Sociétés concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Montant comptabilisés
FOREZ PISCINES S.A.S	Location des locaux à la Fouillouse au lieu dit "La Gouyonnière"	36 192 € (Charges)
FOREZ PISCINES S.A.S	Redevance pour la concession exclusive de brevets et marques	518 327 € (Produits)



CERTIFICATION DES RÉMUNERATIONS

(Article L. 225-115-4° du Code de commerce)

Le montant global des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées s'est élevé pour l'exercice clos le 31 août 2013 à la somme de : 315 972 € (trois cent quinze mille neuf cent soixante-douze euros)

Fait le 20 décembre 2013

Le Président Directeur Général

CERTIFICATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En application des dispositions de l'article L. 225-115-4° du Code de commerce, nous certifions exact le montant global ci-dessus précisé.

Fait à Villars et Saint-Etienne, le 20 décembre 2013

Les Commissaires aux Comptes
SECA FOREZ

Pierre Gerard

MICHEL TAMET & ASSOCIÉS

Michel Tamet

ORDRE DU JOUR

De la compétence de l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- Rapport de gestion sur les comptes sociaux, sur les comptes consolidés et sur les opérations d'options de souscription et d'achat d'actions établi par le Conseil d'Administration,
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et rapport sur les comptes consolidés,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2013, des comptes consolidés et quitus aux administrateurs,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Autorisation et pouvoirs à donner au Conseil d'Administration pour le rachat par la Société de ses propres actions dans la limite de 10 % du capital.
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions,
- Renouvellement de mandats de Commissaires aux Comptes,



TEXTE DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

> Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2013, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 29 238 € et qui ont donné lieu à une imposition de 9 746 €.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 août 2013 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

> Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils lui ont été présentés se soldant par un bénéfice de 1 967 k€.

> Troisième résolution

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 4 631 162,48 € de la manière suivante :

Aux actionnaires à titre de dividendes, la somme de 4 582 090,92 €

Au compte "Autres réserves", le solde soit la somme de 49 071,56 €

Total égal au résultat de l'exercice..... 4 631 162,48 €

Le dividende par action s'élèvera ainsi à 0,51 € et sera mis en paiement à compter du 12 février 2014.

Les sommes attribuées aux actionnaires, personnes physiques, à titre de dividendes seront éligibles à l'abattement prévu par les dispositions de l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividendes
2011-2012	4 582 090,92
2010-2011	4 582 090,92
2009-2010	4 312 556,16

> Quatrième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les opérations d'options de souscription et d'achat d'actions et du descriptif du programme de rachat d'actions autorise le Conseil d'administration, à procéder, conformément à l'article L 225-209 du Code de commerce à des rachats d'actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme, aux seules fins d'animer le cours par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Le nombre d'actions à acquérir est limité au plafond légal de 10 % du capital social.

Le prix unitaire maximum net d'achat des actions, hors frais, ne devra pas être supérieur à 12 euros. En conséquence, le montant maximum que la société est susceptible de payer dans l'hypothèse d'achat au prix maximum de 12 euros s'élèverait à 10.781.390 euros, sur le fondement du capital social au 7 février 2014.

Les rachats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, en une ou plusieurs fois, y compris en période d'offre publique, et notamment par voie d'achat de blocs de titres ou par applications hors marché et ce pendant une période de 18 mois à compter de ce jour.

Cette autorisation remplace celle accordée par l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 18 janvier 2013 dans sa quatrième résolution.

En vue d'assurer l'exécution de la présente résolution, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet de :

- passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment en vue de la tenue des registres d'achats et ventes d'actions ;
- remplir toutes autres formalités, et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire en vue de la parfaite exécution de cette opération

> Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune desdites conventions.

L'Assemblée Générale prend acte des conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs qui se sont poursuivies au cours du dernier exercice.

> Sixième résolution

Les mandats de la société MICHEL TAMET ET ASSOCIES, Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société AXENS AUDIT, Commissaire aux Comptes suppléant arrivant à expiration lors de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2019 (sauf modification de la durée de l'exercice social).